

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 650 fr.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Néerland, 8 F; Côte-d'Ivoire, 426 F CFA; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 80 p.; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,60 R.; Portugal, 160 ESC; Sénégal, 376 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,76 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الاصل

DÉBATS

Gouvernement

L'Etat attend une réforme

par Bruno Rémond

La nature et les modalités des missions confiées à l'Etat ont subi, ces dernières années, une profonde mutation. Les causes en sont multiples : accentuation de la crise économique et restructuration des secteurs productifs ; diminution du poids des prélèvements fiscaux ; décentralisation territoriale de compétences publiques et des ressources qui y sont attachées ; accroissement du rôle de la Commission de Bruxelles ; modification des comportements ou des attentes des citoyens comme des agents économiques à l'égard de la puissance publique. Et, pourtant, l'architecture administrative de l'Etat ne semble pas avoir enregistré cette mutation. Maintenus dans leur structure, les administrations continuent trop souvent à penser et à agir comme si presque rien n'avait changé.

Aucune réflexion n'a été conduite pour savoir s'il était possible, face au triple système d'administration - européenne, étatique et territoriale - qui se met en place, d'arriver à une solution satisfaisante. La conception même du découpage des différents départements ministériels ne permet pas à l'Etat, dont ils constituent les éléments essentiels, de répondre de manière coordonnée, rapide et efficace à la réalité des besoins.

Six pistes de travail

Réformer l'Etat, ou plus modestement sa structure et son fonctionnement, s'impose. Six orientations majeures pourraient être favorisées.

1. Repenser la composition du gouvernement et revoir l'articulation entre les ministères. Il importe de créer des structures ministérielles aptes à prendre en charge, dès leur définition, un problème ou une politique dans son ensemble, qu'il s'agisse de l'économie, de la formation, de la recherche et des nouvelles technologies, ou de l'emploi. Ne faudrait-il pas examiner la possibilité d'y intégrer partiellement ou totalement les actuels départements ministériels de l'industrie ou de l'agriculture ? Ne faudrait-il pas constituer une structure chargée des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales ? Ne faudrait-il pas conce-

voir une politique globale de formation, en faisant participer, de manière coordonnée et harmonieuse, à une mission majeure les universités, l'éducation nationale, les collèges et les lycées privés, les centres de formation d'apprentis, la formation professionnelle pour adultes et les entreprises qui développent la formation en alternance ?

2. Diminuer et resserrer le nombre et la structure de directions d'administration centrale. Cela ne consiste pas seulement à diminuer régulièrement les effectifs des différents ministères, loi de finances après loi de finances. Il faut engager au préalable une réflexion d'ensemble sur le pourquoi et le comment du rôle de l'Etat au niveau central, en liaison avec la structure fonctionnelle et la manière politique dont Bruxelles conçoit et gère les actions considérées.

3. Approfondir le mouvement de décentralisation. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, réussir cette décentralisation est encore

plus important à une époque de décentralisation et d'approfondissement européen qu'au moment où l'Etat était encore très fortement centralisé. Sinon, un déséquilibre structurel, déjà perceptible, affectera les institutions françaises : face à un président de conseil régional ou général, fortement encadré sur son territoire et disposant de moyens humains et financiers confortables, le préfet se trouvera en porte-à-faux. Pour permettre la définition comme la réalisation de politiques publiques cohérentes, comme pour éviter l'émergence de baronnies ou de fiefdoms locaux, l'Etat doit être fort au niveau territorial. Il faut donc modifier la structure des services départementaux et régionaux, doter le préfet de région de services d'études qu'il n'a pas ou qu'il n'a plus. En allant plus loin, pour ne pas envisager de confier au préfet les moyens techniques et financiers lui permettant d'agir sur l'ensemble des secteurs de compétence étatique avec la même marge

de manœuvre - choix des actions, affectation des crédits, redéploiement des politiques - que celle dont disposent les présidents de conseil régional ou de conseil général ?

4. Revoir les trois lois relatives à la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. Il faut aboutir à une définition claire, au niveau territorial retenu, de chacune des politiques publiques, à la disparition des financements croisés et des doublons et à la mise en place de structures administratives cohérentes dans leur mission, leur organisation, leurs moyens et leur position face au citoyen ou à l'usager.

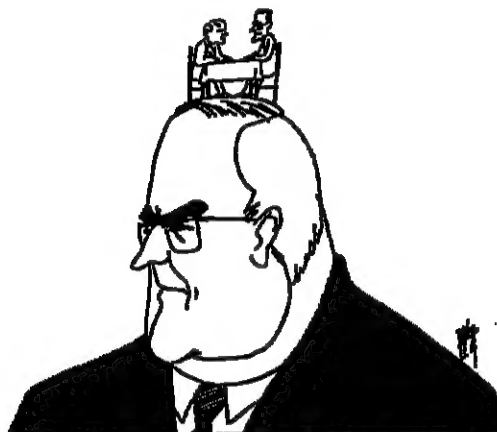
5. Modifier les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Trois points devraient être examinés en priorité : la discordance entre la croissance fiscale continue des collectivités locales et la volonté de diminution de la fiscalité nationale ; l'étrangement de la situation actuelle dans laquelle les collectivités locales fixent le taux et le produit de la taxe professionnelle alors que l'Etat en prend à sa charge 25 % ; et le manque de responsabilité lié au fait que trop de collectivités locales dépendent financièrement pour des montants trop importants des ressources globales ou des subventions que l'Etat leur verse.

6. S'interroger sur le type de haut fonctionnaire à former. Faut-il pérenniser les modèles anciens, en les modifiant seulement à la marge et en tenant compte des modes ? L'Ecole nationale d'administration ne devrait-elle pas aussi former ceux qui occuperont des postes d'importance à Bruxelles ou dans les collectivités territoriales ? Dans la fonction publique, au niveau central, de l'Etat comme dans les services extérieurs, doit-elle être conçue et organisée ?

Réformer l'Etat, c'est tirer les conséquences des mutations enregistrées jusqu'aux dernières ramifications de l'ordre administratif, afin de retrouver une logique institutionnelle et une cohérence fonctionnelle. L'objectif devrait être d'améliorer par une efficacité supérieure, à un coût presque identique, les services rendus à la population.

Bruno Rémond est conseiller référendaire à la Cour des comptes.

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans « Le Soir » (Bruxelles).

AU COURRIER DU Monde

L'indispensable quotient familial

Ancien contribuable suédois, connaissant donc bien le système du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), j'ai été abasourdi par l'article paru à ce sujet dans le Monde du 24 mai.

Le prélèvement à la source ne peut supprimer l'obligation de déclaration, même « dans les cas

les plus simples », pas plus d'ailleurs que la mensualisation. Car une proportion importante des contribuables, même modestes, ont plusieurs sources de revenus, sous forme de salaires ou non, et l'Etat ne peut le savoir a priori.

Par ailleurs, en mettant en question le quotient familial, les auteurs ignorent - ou feignent d'ignorer - que celui-ci a été instauré pour des raisons essentiellement natalistes, et qu'il tient

compte du fait qu'un « enfant de riches » coûte forcément plus cher qu'un « enfant de pauvres », en valeur absolue. Que font-ils ensuite du cas des étudiants majeurs, soutenus par leurs parents, des handicapés, des vieux recueillis au foyer ?

Il y a plus grave encore : à partir du moment où l'on supprime le quotient familial, il devient nécessaire de prévoir la taxation séparée de chacun des membres du foyer

(comme les Suédois ont dû s'y résoudre), faute de quoi plus personne ne veut vivre en ménage !

Cette taxation séparée ne pénalise pas les couples, fiscalement parlant, mais ne les incite pas à vivre ensemble. Et quand on constate qu'en France les veuves résident seules pour éviter de perdre la pension de réversion de leur mari, l'on voit le poids social des perspectives « budgétaires » immédiates des particuliers. Enfin, la suppression du quotient familial entraîne obligatoirement - comme en Suède - le versement dès le premier enfant de très fortes allocations familiales nettes d'impôt d'un montant pas tellement éloigné du plafonnement actuel de l'avantage résultant du quotient : on « simplifie » d'un côté, mais on complique de l'autre.

MICHEL LEMANT

Paris

M. Carignon et la Cour de cassation

Le Monde du 22 mai a publié un article sous le titre « M. Carignon a été « blanchi » par la Cour de cassation, mais d'autres informations pourraient être ouvertes ». L'expression utilisée tend à assimiler la personne visée aux divers hommes politiques qui ont été « blanchis » dans des conditions, qui ont profondément heurté l'opinion publique, soit par l'immixtion, soit par la prescription. Cet amalgame est intolérable dans la mesure où la Cour de cassation s'est bornée à constater qu'en ce qui concernait M. Carignon, celui-ci n'était pas une personne susceptible d'être incriminée.

Par ailleurs, en citant l'entrevue du maire de Grenoble avec le président de la République, dans le même article, on cherche à mêler la plus haute autorité de l'Etat à des problèmes qui ne sont évidemment ni de son rôle ni de son niveau.

PIERRE GASCON

premier adjoint au maire de Grenoble

France

Les grandes consciences

par Alain Ravennes

A H ! que la France est belle, au miroir de la place de la Bastille et de celui des étranges lucarnes, qui n'ont jamais mieux mérité ce sobriquet.

Quelques détraqués abjects, manœuvrés ou non, profanant le cimetière et les morts juifs de Carpentras. Et les voici toutes dans la rue, les grandes et belles consciences, le visage solennel et quasi héroïque, Georges Marchais, grand ami des juifs devant l'Eternel, sauf quand ils étaient soviétiques, mais aussi, tout juste revenus de leur cuisine, les chefs des courants ABCL du congrès de Rennes, mais encore le trio Chirac-Pasqua-Juppé, trois belles têtes d'humanistes en vérité. Un frisson passe : le chef de l'Etat vient chercher dans le silence de la foule l'hommage que ne lui rend plus le bruissement des sondages. Harlem Désir est là, bien sûr, Monod, le show-biz, et Kouchner et B.H.L., tous ceux-là qui appuient leur notoriété et l'envoi de leurs droits d'auteur sur l'indéfinissable fonds de commerce de la misère humaine. Il y a bien des drapeaux, mais ils sont étrangers. Non, cette fois-ci, ce ne sont pas ceux de l'Iran, mais d'Israël. Quelques personnes s'entendent et dignes, telle Simone Veil, tentent de rassurer ces nationalistes déplacés et de s'opposer à des débuts de saccage : elles manquent finir écharpées.

Des Français abandonnés

A la télévision, nuit et jour, des hommes charmants vantant à tout bout de champ la noblesse et les délices d'une société « multiculturelle » et montrant sévèrement du doigt tous ceux qui ne pensent pas ou ne ressentent pas de même. De toute façon, ces exquises « animateurs » touchent leur quatre, six ou dix « briques » par mois et ne risquent pas, là où ils perchent et comme ils vivent, d'être jamais importunés par cette « France médiocre » dont ils ne se lassent pas d'exalter les charmes.

Pendant ce temps, de très nombreux Français qui vivent avec cinq ou sept mille « balles » (que de malentendus entre les « balles » et les « briques »...) c'est-à-dire qui vivent mal ou pas, qui ne dînent pas chez Lipp ni au Vaudeville, qui souffrent d'une promiscuité où ils jouent, plus souvent qu'à leur tour, le rôle du menacé, de la personne en trop, pour ne pas dire de l'exclu, ces Fran-

çais ne comprennent plus rien aux images qu'on leur impose, aux propos dont on les abreuve. L'on disserte volontiers sur le divorce entre le peuple et la « classe politique », entre le peuple et la caste médiatique : en voici une cause et pas la moindre. Tous ces Français éprouvent le sentiment de se trouver déposés de tout et d'eux-mêmes et d'être, en dépit de l'aumône publique du RMI, tout à fait abandonnés et infiniment méprisés. Qu'ils manifestent leur chagrin en votant pour un parti qui l'accueille et le flatte et les voici tout uniment qualifiés de salauds, tout justes bons, une fois de plus, à rentrer la tête et à courber l'échine.

« La patrie, disait Jaurès, est le bien de ceux qui n'ont rien. » Aujourd'hui, les pauvres ne sont plus que des pauvres : ils n'ont strictement rien.

S'il avait le temps de se distraire, le peuple, que l'on baptise si aisément « franchouillards », (que voulez-vous, il joue à la belote, à la pétanque, il boit du pastis, il ne va pas à l'Opéra-Bastille et s'endort avant « Océaniques ») le peuple donc se divertirait fort de voir tant de beaux esprits qui, hier encore, trouvaient toutes les justifications ou toutes les excuses au « totalitarisme » dit de gauche faire assaut d'anticonformisme et de néolibéralisme, de remarquer qu'ils sont accueillis non par les jazzés mérités, mais par un surcroît d'ovations indû, ou d'entendre des chanteurs quelconques, mais tout à fait millionnaires, leur désigner hautement le droit chemin, ou encore d'assister, par un trou de serrure, à ces dîners dont les convives dégustent, outre l'excellence des mets, leur « incontestable consensus » sur les droits de l'homme et leur pitié pour les affamés. Les grandes consciences, encore et toujours, la bonne conscience qui est sans doute, de tous les états de la conscience, le pire. « Ils ont les mains propres », disait encore Péguy, mais ils n'ont pas de mains ! » J'ajouterais : ils ont le cœur propre, mais ils n'ont pas de cœur.

L'on dira, c'est couru, que ces lignes font le jeu de M. Le Pen et aussi, pourquoi pas ? du défunt Coeusescu. N'importe ! Par temps d'impotisme, la réprobation est plus flatteuse que l'éloge.

Alain Ravennes est écrivain.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de juin

Les villes redécouvrent leur école

Ce n'est pas d'hier que les communes ont l'obligation de créer et d'entretenir des écoles. Et nul ne conteste qu'elles se sont bien acquittées de ce devoir. Avec les années 80, pourtant, une perception est née : aucune ville ne saurait réussir à élever ses enfants. N'est-ce pas la réalité normale des citoyens, en effet, de se tourner vers les élus, afin qu'ils proposent des remèdes aux maux collatéraux de l'échec scolaire : le chômage, et, parfois, la délinquance... ?

Beaucoup de maires ont ainsi entrepris de se lancer dans la « bataille pour la lecture », ou de mettre en place les moyens d'un « tutorat » pour les enfants en danger de perdre pied dès le primaire. Mais les élus font, dès lors, irruption sur le terrain des enseignements - ce qui provoque des grincements de dents, a observé Christine Garin, auteur de l'enquête que publie le Monde de l'éducation de juin.

Et comme les villes s'investissent désormais volontiers dans l'enseignement supérieur également, les élus se doivent, à présent, d'avoir une vision globale. Le Monde de l'éducation a ainsi interviewé quatre personnalités nationales : Jacques Chirac, Pierre Mauroy, Michel Noir et

Catherine Trautmann - maires respectivement de Paris, Lille, Lyon et Strasbourg - sur leur conception d'une politique scolaire municipale.

Egalement au sommaire de juin :

- **Actualité** : un dossier sur la future carte des universités. « En attendant la bombe », qui pourrait éclater à la prochaine rentrée, les responsables préparent, pour juin à la Sorbonne, la réunion nationale « Université 2000 », au cours de laquelle devrait être préfiguré un plan à moyen terme de constructions.

- **Société** : « Ces mères qui travaillent ». Compromettent-elles les chances de leurs enfants ?

- **Evaluation** : les ENSI, vingt écoles nationales d'ingénieurs.

- **Et nos rubriques**. Politique éducative : où en sont les « lycées expérimentaux huit ans après » leur lancement ? ; « Dans l'enseignement technique : le BEP, et après ? » ; et une analyse de la trajectoire des « bacheliers pro ». Guide : « Les jeunes au péril du deux-roues » ; A Paris : des sorties, des spectacles ; Parents-enfants : « L'argent de poche des petits » ; Cinéma-théâtre : Ecole, mode d'emploi ; « Commission d'appel et d'affaiblissement » dans le secondaire, etc.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc MONDPUB 206 136 F

Imprimé
à « Le Monde »
12, r. M. Gaudin
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-22-20-20

Commissariat paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-22-20-20

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10

Commissariat paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-22-20-20

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-22-20-20

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél : (1) 40-85-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS VOIES NORMALES
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 886 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

ÉTRANGER

... Le Monde • Mardi 5 juin 1990 • 3

CHINE : l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen

La bravade des étudiants de Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

C'est bien plus qu'un peu de verre que des centaines d'étudiants et chercheurs de Beida, l'université de Pékin, ont brisé dans la soirée du dimanche 3 au lundi 4 juin, en un geste de dévotion envers M. Deng Xiaoping, pour commémorer le premier anniversaire du « viol de Pékin ». Dans l'atmosphère répressive tendue, ils ont pulvérisé les illusions que pouvait entretenir le régime sur la possibilité de maintenir par la peur la paix idéologique stricte.

A première vue, on aurait pu croire à un simple mondanisme. Au-dessus du mur bordant le flanc ouest du campus le plus prestigieux de Chine, dépassaient quelques dizaines de têtes à lunettes d'intellectuels. Des cris incohérents

fusaient dans l'obscurité. Puis un couplet de l'Internationale. Des fenêtres jaillissaient alternativement des bouteilles et des journaux enflammés. Les bouteilles, pour l'homophonie avec « Xiaoping » (petite bouteille), le prénom du patriarche, détesté des intellectuels depuis qu'il a ordonné la répression de l'an dernier. Les feuilles de journaux, organes du mensonge officiel sur la gravité de cette répression, par allusion au papier-monnaie qu'on brûle symboliquement à la mémoire des morts.

Malgré l'interdit, Pékin se souvient. Cela saute aux yeux. Lundi, on relevait un nombre inhabituel de vêtements détrempés de couleur, sur les cyclistes sillonnant la ville. Pourtant, la circulaire officielle était catégorique : pas de chemises blanches, la couleur traditionnelle du deuil. La capitale n'a pas le

droit d'exprimer autrement l'horreur du souvenir, mais le régime n'a plus les moyens de lui imposer la normalité dont il rêve.

La protestation nocturne de Beida, berceau du soulèvement de l'an dernier, n'a duré de quelques heures. Il fut pratiquement impossible aux journalistes étrangers de sortir à ses participants des déclarations politiques. « Vous connaissez la situation, non ? », se borna à dire l'un. Un autre relevait que « les armes des soldats sont bonnes mais elles sont au service du gouvernement. Pas de la Chine ». A l'intérieur du campus, où quelques rares correspondants avaient pu pénétrer avant que les grilles ne soient fermées, des témoins disent avoir entendu un étudiant se faire acclamer pour avoir revendiqué l'élection au suffrage universel du Parlement, « la restitution de la

terre aux paysans qui la travaillent, et de leur outil de production aux ouvriers ».

La stabilité, un vœu pieux

Plus symptomatique de l'incertitude politique qui refait surface, une escouade de policiers armés postée à l'extérieur du campus, à l'approche du début de la manifestation, a décampé peu après le début de la manifestation. Ce comportement rappelle celui de la police lors des premières manifestations de l'an dernier, lorsque, impuissants à freiner la montée du mouvement, elle préféra se retirer.

Ce n'est qu'une fois le calme revenu à l'intérieur du campus que les forces de sécurité, composées de soldats en armes mais porteurs d'uniformes de policiers, se livrèrent à un déploiement rappelant les journées de l'après-4 juin 1989. Tout le quartier fut bouclé. La ville entière parut en état de siège, avec des barrages de police à tous les carrefours. Comme la veille, des photographes et cameramen étrangers ont été molestés par les soldats. Certains ont été chassés de l'université à la pointe du fusil-mitrailleur.

L'éditorial du *Quotidien du peuple*, lundi, à propos de « l'écrasement de la rébellion contre-révolutionnaire » de 1989, s'est contenté d'appeler à « la stabilité », comme par un vœu pieux, sans oser affirmer qu'elle régnait. La démonstration de force a tourné dans la tête des Pékinois à une démonstration de faiblesse. Sinon, pourquoi le régime aurait-il jugé bon de fermer encore lundi la place Tiananmen, transformée en parking à autocars

pour diverses célébrations servant de prétextes à empêcher la population de s'y rendre ?

Mais cette célébration ne se déroule même pas dans l'unité patriotique qu'aurait souhaitée son promoteur, le premier ministre Li Peng. La veille, un autre journal, le *China Daily*, avait relevé que si la Chine avait été humiliée par les puissances européennes au dix-neuvième siècle, c'est bien que la dynastie régnante des Mandchous l'avait affaiblie par sa corruption généralisée et son attitude « arrogante et xénophobe ». Un an après leur défaite devant une forme moderne d'obscurantisme, on dirait que les libéraux du régime chinois relèvent — encore que prudemment — la tête.

FRANCIS DERON

Solidarité à travers le monde

Des manifestations ont eu lieu dimanche 3 juin à travers le monde pour commémorer le premier anniversaire de l'écrasement du Printemps de Pékin. A Hongkong, environ 250 000 personnes sont descendues dans la rue aux cris de « A has Deng Xiaoping ». En Australie, en Grande-Bretagne et aux Etats-

Unis, des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes. Le président Bush n'a fait aucune déclaration, mais il est allé dîner en famille dans un restaurant chinois de Washington. A Rome, plusieurs milliers de radicaux ont défilé devant l'ambassade de Chine. Le chef de la diplomatie canadienne, M. Joe Clark, a

appelé Pékin à « mettre fin aux arrestations de dissidents ». A Paris, un rassemblement a eu lieu sur l'esplanade des Droits de l'homme, un tracé, tandis que sept étudiants — deux Français et cinq Chinois — observaient une grève de la faim devant l'ambassade de Chine. Lundi, plusieurs associations appelaient les

Parisiens à déposer des fleurs blanches — couleur du deuil en Chine — devant l'ambassade. Enfin, le joueur de tennis sino-américain Michael Chang a déclaré à Paris que le « printemps de Pékin » lui avait donné « plus de détermination. Quand je vois les images de ce qui s'est passé à Tiananmen, ça me fait mal ».

« Il faut penser à très, très long terme », nous déclare un dissident

Exilé depuis neuf mois en France, où il dirige la revue *Chine démocratique* (*Minshu Zhongguo*), M. Xu Xiaokang n'est pas de ceux qui idéalisent le printemps de Pékin au point d'en oublier les faiblesses. Dans le minuscule bureau qu'il occupe au fond d'une cour, entre un téléphone et un ordinateur, celui qui se rendit à Pékin, en 1989, avec sa série télévisée *L'Éclat du fleuve* (*Shuangjiang*), qui remonta le cours des idées reçues sur l'histoire de l'Empire du Milieu, garde la tête froide. « En analysant notre échec, nous autres intellectuels, devons reconnaître que nous n'étions pas assez préparés », estime-t-il, contredisant la thèse officielle du complot. Au contraire, ajoute-t-il, « nous étions entre le pouvoir et les étudiants, essayant de servir d'intermédiaires. Notre situation était difficile, les étudiants n'occupaient pas notre médiation, et les conservateurs nous pressaient pour les inciter à la violence, tandis que les réformistes comme Zhao Ziyang (1) tentaient, par notre intermédiaire, de faire entendre raison aux étudiants, de les amener à un compromis ».

En regardant les choses froidement, on peut se demander si la grève de la faim des étudiants était d'inspiration démocratique ou s'il s'agissait plutôt de la « main à Zhao, trépan de la colère des étudiants ». M. Xu Xiaokang insiste encore sur le compromis et la répression. Pour éviter que le PCC ne devienne déraisonnable, il nous fallait raison garder [...]. Je ne veux pas accabler les étudiants qui se sont sacrifiés, mais si, au début, ils étaient très lucides, après leurs premiers succès, ils ont perdu la notion de la peur, ils ont refusé de voir les concessions — même minimes — du pouvoir. Ils avaient perdu le sens de la mesure, du rapport des forces ».

Coopérer avec les réformistes du parti

Toutefois, l'écrasement de ce mouvement non-violent qu'était le « printemps de Pékin » ne doit pas pousser à la violence, estime M. Xu. « Ceux qui à l'étranger, le préconisent n'ont aucun rapport avec la situation sur place, déclare-t-il. Ils vivent dans un pays libre et ne ressentent pas l'oppression qui persiste ici-bas ». M. Xu est « contre les prophéties, et ceux qui disent que dans

trois ou cinq ans la Chine va basculer ». « Il est possible que Deng Xiaoping (2) puisse être renversé, mais cela ne veut pas dire que la Chine deviendra ipso facto démocratique. En Chine, il ne faut pas penser à court terme, mais à très, très long terme ».

Pour parvenir à cette démocratie, qui suppose « une presse indépendante, une classe moyenne importante, une population éduquée, une véritable opposition et une économie de marché », l'opposition qui s'organise à l'étranger doit jouer un rôle d'avant-garde, comme Sun Yat-sen à la fin de l'empire mandchou. Il faut aussi combiner les forces réformatrices tant dans le PCC qu'à l'extérieur : « En Tchétchénie et en RDA, les dissidents étaient à l'extérieur du parti, en Roumanie à

l'intérieur. Ceux qui sont en Chine pensent qu'il faut tenir compte du rapport des forces et coopérer avec les réformistes au sein du PCC, même si ces derniers sont actuellement réduits au silence ».

Cette opposition, jointe aux revers économiques, mine le régime. « Les paysans n'étaient pas concernés par le mouvement démocratique, mais ils le sont par la hausse des prix et l'inflation. Le principal problème de Li Peng, c'est l'économie. C'est pourquoi il compte sur le maintien par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée, la reprise des crédits japonais et les investissements de Taiwan. Mais ce n'est qu'une transfusion de sang qui ne résout pas le problème politique. Dans la province du Fujian, où les Tai-

wanais investissent beaucoup, on dit comme boutade que c'est la reconquête de la Chine par le Kuomintang qui a commencé ! »

Voilà pourquoi Xu Xiaokang reste optimiste, et pourquoi il approuve la politique de sanctions économiques contre Pékin, puisqu'elle n'affecte, selon lui, que le régime. Mais, en même temps, cet homme de culture reconnaît que l'occidentalisation totale de son pays est irréaliste.

Propos recueillis par PATRICE DE BEER

(1) Alors secrétaire général du PCC, éliminé en juin dernier.

(2) Deng Xiaoping, le chef de l'Etat Yang Shangkun, et le premier ministre Li Peng.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : en visite en Europe et aux Etats-Unis

M. Mandela va plaider pour le maintien des sanctions

A peine sorti de la clinique où il a passé une semaine après l'ablation d'un kyste à la vessie, M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC, s'est entretenu, samedi 2 juin, avec le président Frederik De Klerk, des progrès des négociations en cours, de la nécessité de mettre un terme à la violence qui fait rage dans le pays, particulièrement dans le Natal, de la récente tournée européenne du chef de l'Etat et du périple que lui-même a entrepris, lundi 4 mai, en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Fatigué, les traits tirés, M. Mandela a réuni, samedi, une conférence de presse au cours de laquelle il a réaffirmé qu'il demanderait à la communauté internationale de maintenir les sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud car, « en dépit de ce que M. De Klerk a dit, jusqu'à présent, rien n'a été fait. Tous les piliers de l'apartheid sont toujours en place, et il est évident que je ne suis pas si la tournée européenne de M. De Klerk a été un succès. Ce que j'en dis c'est qu'il n'a rien rapporté en Afrique du Sud ». Et l'on ne pourra prétendre que « sa visite en un succès après sa propre visite dans les pays où il est allé », a-t-il remarqué.

A propos de la prochaine abrogation de la loi sur la ségrégation raciale dans les lieux ouverts au public, le vice-président de l'ANC a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une revendication majeure. Le plus important, à ses yeux, « c'est de voir les Noirs à l'auto-détermination, la fin des violences policières et des menaces que l'extrême droite fait peser sur le pays ainsi que les décisions gouvernementales qui mettraient fin aux affrontements dans le Natal ». En considérant les choses sous cet angle, M. Mandela a conclu que l'abrogation annoncée « est pour ainsi dire insignifiante ». Quant à la fin de l'état d'urgence, évoquée maintes fois avec insistance par la presse sud-africaine, M. Mandela espère que « le gouvernement verra la nécessité de lever cette mesure » qu'il juge « complètement inefficace » puisqu'« il y a aujourd'hui plus de violence que lorsqu'elle a été instaurée ».

EN BREF

α GABON : maintien de dispositifs militaires français. — La France va remplacer cent cinquante de ses hommes envoyés au Gabon la semaine dernière, au plus fort des émeutes antigouvernementales. Mais les effectifs maintenus sur place resteront les mêmes, a déclaré, samedi 2 juin, un porte-parole de l'armée française. « Il s'agit d'une réorganisation du dispositif, il n'y a pas d'alignement car les effectifs seront toujours de six cents hommes à Libreville et de cinq cents à Port-Gentil », a dit le colonel Rémy Gausserre. — (AFP)

ALGÉRIE

Mc Luhan au secours des censeurs

ALGER

de notre correspondant

Bien que désormais officiellement indépendante du pouvoir, la télévision a du mal à se débarrasser des vieilles habitudes parissiennes. La manifestation organisée à Alger par les amis de M. Au-Abmed (le Monde du 2 juin) était ainsi, de l'avis de beaucoup, la plus importante de ces dernières semaines, mais la télévision n'en a pourtant pas diffusé une seule image.

Devant le tollé provoqué par ce silence, la direction de la télévision a finalement publié un communiqué où elle tente de s'expliquer. Texte laborieux où l'on apprend que soucieuse d'« assurer son indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques », elle a décidé, « depuis l'ouverture officielle de la campagne électorale [...] de ne couvrir aucune activité partisane susceptible d'influer sur le scrutin ou d'in-

fluencer les électeurs...

Le rédacteur de ce communiqué justifie, de manière savoureuse, un silence que n'a respecté ni la radio ni la presse écrite : « La télévision n'est pas un média comme les autres, écrit-il docilement. Ses spécialités sonores et visuelles sont à ce jour l'objet d'études pluridisciplinaires à travers le monde entier. [...] Comme l'a souligné avec pertinence le sociologue canadien McLuhan, le même message peut avoir des effets très différents selon les médias qui en assurent la transmission ».

Sans doute les manifestants de jeudi dernier auraient-ils préféré plus d'images et moins de science. Mais ils auront eu la consolation d'être censurés grâce à McLuhan, ce qui, tout compte fait, est bien plus prestigieux que d'être seulement victime des ciseaux d'Anastasia... G. M.

Un entretien avec le secrétaire général de l'OUA

« Lier l'aide à des changements politiques serait contre-productif », nous déclare M. Salim Ahmed Salim

Même s'il lui est impossible de rester insensible aux « immenses changements » intervenus en Europe de l'Est, le continent noir rechigne à se laisser dicter sa conduite. En visite de travail à Paris, où il a rencontré le 1^{er} juin M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, M. Salim Ahmed Salim, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a décliné, dans une entrevue accordée au Monde, « les prescriptions stéréotypées du monde extérieur » en matière de démocratie.

Il est, à son avis, dangereux de brusquer les choses car les indépendances « risquent d'être déclarées une volonté de « domination » et, s'ils y sont contraints, de procéder à des réformes « de manière purement artificielle ». Ainsi, pour M. Salim, « l'Etat doit être le garant des changements politiques, car c'est lui qui a le pouvoir de faire passer les lois nécessaires à la mise en œuvre de la démocratie ».

« Démocratie et développement vont de pair, souligne M. Salim. L'un renforce l'autre. A son avis, « si les pays africains veulent tirer profit au maximum des importantes ressources humaines dont ils disposent, il est nécessaire que les gens se sentent motivés et responsa-

bles ». Il se dit convaincu que « dans deux ou trois ans, le paysage politique aura changé » sur le continent noir, que les autochtones seront « mieux associés aux décisions qui les concernent », sans que la formule choisie soit identique ici ou là.

A cet égard, ce qui se passe à Pretoria ne laisse pas indifférent le secrétaire général de l'OUA. « Une nouvelle ère s'est ouverte en Afrique du Sud, dit-il. Le président Frederik De Klerk a une approche du problème complètement différente de celle de ses prédécesseurs ». A ses yeux, pourtant, « les changements ne sont pas encore suffisants », ce qui justifie le maintien des sanctions internationales pour obtenir le démantèlement complet du système de l'apartheid et rend « inconcevable » le renouveau des mouvements nationalistes au principe de la lutte armée.

L'organisation panafricaine n'est pas en mesure de jouer en cette affaire un rôle de médiateur, car, affirme M. Salim, « elle soutient naturellement dans les discussions en cours la position des mouvements de libération », ce qui n'interdit pas cependant d'encourager les contacts, de prêcher la modération. Le secrétaire général de l'OUA ne s'offusque pas que les pays occidentaux décernent un brevet de respectabilité au président De Klerk. « Mais, insiste-t-il, il ne faut pas qu'ils aillent au-delà, qu'ils en fassent davantage », alors qu'en tant que Blancs et Noirs le processus de négociation est à peine amorcé.

JACQUES DE BARRIN

α SÉNÉGAL : un mort dans une embuscade en Casamance. — Une personne a été tuée et huit autres blessées, jeudi 31 mai, dans une embuscade en Casamance. Plusieurs hommes armés ont tiré sur deux véhicules, dont une voiture de police, aux environs de Ziguinchor. Cet attentat, le sixième en six semaines, est attribué aux rebelles qui combattent pour l'indépendance de la Casamance. — (Reuters)

DIPLOMATIE

La fin des entretiens de Washington

Le président soviétique se tire à son avantage d'un sommet peu productif

Alors que M. Gorbatchev, ayant terminé à Camp David ses entretiens avec M. Bush, gagnait Minneapolis puis la Californie, où il devait notamment rencontrer le président sud-coréen, M. Roh Tae-woo, les résultats du sommet de Washington étaient favorables commentés dans diverses capitales, y compris en Allemagne, malgré la persistance des divergences est-ouest sur le sujet.

Ainsi le chancelier Kohl s'est félicité dimanche soir de la reconnaissance par les deux présidents que le choix de l'alliance militaire d'une Allemagne unie devait être opéré par les Allemands, « conformément aux résolutions de la CSCE et de la Charte des Nations unies », estimant que le sommet avait permis des « progrès significatifs » et donné le « ferme espoir » que les aspects intérieurs et extérieurs de l'unification allemande seraient réglés simultanément.

Pour M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, le sommet a été « un grand succès, qui aura des effets positifs sur l'évolution de l'Europe et donc aussi pour l'union européenne et allemande ». Enfin le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière, a estimé qu'un « nouveau concept de l'équilibre » s'était dégagé, dans la mesure où « on a cherché à ne plus seulement définir le concept de sécurité en termes militaires, c'est-à-dire qu'on ne se borne plus à compter les fusées ». — (AFP)

WASHINGTON

de notre correspondant

La journée à Camp David samedi, dont M. Bush attendait tant après les entretiens officiels de Washington, a été, si l'on veut, un succès. On a vu le président américain et son hôte se promener joyeusement dans une voiturette pour golfers, M. Bush conduisant à l'aller, M. Gorbatchev au retour; on a vu leurs épouses se donner la main, et le Soviétique s'extasier à l'un des sports favoris de l'Américain — le lancer de fer à cheval. Et on a entendu, le lendemain, M. Gorbatchev célébrer « la bonne relation humaine » qu'il avait avec M. Bush, un thème déjà entonné la veille par les porte-parole américains.

Dans l'immédiat, cette coopération nouvelle semble avoir permis d'éclaircir les affaires du monde. Les problèmes des « religions », posés pendant les deux journées d'entretiens à Washington, ont été discutés à Camp David. On a donc parlé du Proche-Orient, de l'Afghanistan, du Cambodge, de l'Angola, de l'Amérique centrale. Mais sans résultat apparent. Comme l'a expliqué le porte-parole américain, M. Fitzwater, les deux hommes ont désormais une meilleure compréhension des problèmes, « mais on ne peut faire état d'aucune action, d'aucun changement politique ».

De toutes ces questions régionales, une seule a été évoquée au cours de la conférence de presse donnée conjointement dimanche matin par les deux présidents, dans le cadre solennel de la Maison Blanche: le Proche-Orient. Mais moins que d'un effort commun pour déboucher le processus de paix, il s'agit d'un investissement de M. Gorbatchev à l'égard, notamment, de ne pas permettre l'installation de juifs soviétiques dans les territoires occupés, sous peine de voir se tenir le robinet de l'immigration: « On lui, après cette rencontre (soviéto-américaine), il sera tenu compte de nos préoccupations en Israël. On lui nous devons envisager à nouveau la question des autorisations de sortie. » « L'espère que [les Israéliens] tiendront compte de ce que les deux présidents leur recommandent fermement », M. Bush n'a bien entendu pas repris à son compte en ces

termes les propos de son hôte, mais il avait préalablement indiqué que les États-Unis désapprouvaient l'installation des immigrés juifs dans les territoires occupés.

Pour le reste, la conférence de presse a surtout apporté la confirmation que l'administration avait capitulé en raison d'un manque de consensus en raison d'un manque de consensus pour les États-Unis, à plus ou moins long terme, à jouer son propre jeu pour amener les Soviétiques à composer.

Une « chaîne »

restée « chaotique »

Au-delà des déclarations, et en dépit des déclarations des deux présidents qui ne laissent rien prévoir de tel, progressif un tant soit peu sur les aspects des « extérieurs » de l'unification? Après avoir réduit à néant, vendredi soir, les conjectures des médias occidentaux optimistes de M. Gorbatchev et de son porte-parole, M. Baker, à son tour évoqué dimanche, sans autre précision, « une possibilité d'arrangement entre l'OTAN et le pacte de Varsovie » sur l'Allemagne, tout en ajoutant qu'il ne s'agit pas d'une idée parmi d'autres, et que les Américains attendaient d'avoir plus de détails (des Soviétiques) avant de juger si cette idée valait la peine d'être soumise à leurs alliés.

En dehors des accords sur les armements signés vendredi, le point le plus positif pour M. Gorbatchev est l'accord de commerce, d'autant plus bienvenu pour lui que les Soviétiques « ne s'y attendaient pas », et en croire un fonctionnaire du comité central.

Une « possibilité d'arrangement »

Les déclarations sur l'Allemagne n'ont apporté aucun indice d'un déblocage. M. Gorbatchev a réitéré sa mise en garde: l'URSS accepte l'unification de l'Allemagne, « mais l'équilibre doit être maintenu. Si on veut nous imposer une option (...), nous devrions revenir en arrière. (...) Que devrions-nous faire avec nos forces armées que nous sommes en train de réduire, que devrions-nous faire à Vienne? »

Sur ce terrain, M. Bush n'a apparemment rien cédé, et les Américains semblent même considérer comme un

succès que les Soviétiques admettent désormais qu'en dernier ressort la décision concernant l'appartenance à l'OTAN devra revenir aux Allemands eux-mêmes — un résultat que le chancelier Kohl s'est empressé de saluer dans une déclaration officielle pour les États-Unis, au cas où l'Allemagne se déciderait, à plus ou moins long terme, à jouer son propre jeu pour amener les Soviétiques à composer.

Un « style »

resté « chaotique »

Au-delà des déclarations, et en dépit des déclarations des deux présidents qui ne laissent rien prévoir de tel, progressif un tant soit peu sur les aspects des « extérieurs » de l'unification? Après avoir réduit à néant, vendredi soir, les conjectures des médias occidentaux optimistes de M. Gorbatchev et de son porte-parole, M. Baker, à son tour évoqué dimanche, sans autre précision, « une possibilité d'arrangement entre l'OTAN et le pacte de Varsovie » sur l'Allemagne, tout en ajoutant qu'il ne s'agit pas d'une idée parmi d'autres, et que les Américains attendaient d'avoir plus de détails (des Soviétiques) avant de juger si cette idée valait la peine d'être soumise à leurs alliés.

En dehors des accords sur les armements signés vendredi, le point le plus positif pour M. Gorbatchev est l'accord de commerce, d'autant plus bienvenu pour lui que les Soviétiques « ne s'y attendaient pas », et en croire un fonctionnaire du comité central.

La conférence de presse fut à cet égard décevante. Après une question de complaisance posée par un journaliste de la Pravda (organe du parti), un représentant des *Izvestia* (organe du gouvernement) intervint dans un geste tout différent, lui demandant s'il était prêt à tendre « un nouveau drapeau » au nouveau président de la Fédération de Russie, M. Gorbatchev commença par faire remarquer que le lien d'état pas vraiment bien choisi « pour parler de nos questions intérieures », avant d'ajouter un « C'est la vie » (en français), avec

Certes, ses charmes se sont un peu usés, ses initiatives, naguère subtiles comme des coups de génie, sont devenues procédés systématiques, notamment les bains de foule à la moindre occasion. Certes, quelques défauts notoires se sont manifestés tout au long de ce séjour: un certain amour de son propre verbe et une remarquable incapacité à faire abstraction de ses intérêts personnels. Que ce soit à l'égard de M. Landsbergis, le président lituanien, traité avec condescendance de « musclé », ou de M. Boris Eltsine, qu'il semblait pourtant avoir intérêt à ménager.

La conférence de presse fut à cet égard décevante. Après une question de complaisance posée par un journaliste de la Pravda (organe du parti), un représentant des *Izvestia* (organe du gouvernement) intervint dans un geste tout différent, lui demandant s'il était prêt à tendre « un nouveau drapeau » au nouveau président de la Fédération de Russie, M. Gorbatchev commença par faire remarquer que le lien d'état pas vraiment bien choisi « pour parler de nos questions intérieures », avant d'ajouter un « C'est la vie » (en français), avec

un soupir. Il aurait pu s'en tenir là, ayant mis les rieurs de son côté, mais il préféra continuer avec un petit développement arabe d'où il ressortait que M. Eltsine était une véritable girouette et que s'il « en revenait à son attitude destructrice à l'égard de la presse », alors sa « présidence compliquerait la situation ».

Autant de petites grimaces qui nourrissent les doutes de ceux des Américains qui en éprouvaient déjà l'effet de l'addition avec le passé. Mais, à quelques détails près, M. Gorbatchev a prouvé qu'il avait encore « la main », et n'a pas manqué

de tirer argument, à usage intérieur, de l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, faisant état de la « cordialité » manifestée par le peuple américain et du « grand intérêt » qu'il porte à la persévérance.

Bien servi par une administration qui avait décidé de lui faire la courte échelle, et par une presse américaine aussi décidée à voir le bon côté des choses qu'à décrier l'ambassadeur américain-soviétique, le chef du Krenin a quitté Washington avec un grand sourire. Ses visites à Minneapolis et San-Francisco ne pourront que venir un peu plus de bascule sur ses plans.

JAN KHALIZE

Le « style Gorbatchev » : un peu longuet

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Soviétiques le savaient depuis longtemps, mais cette fois les Américains s'en sont définitivement convaincus: M. Gorbatchev est un bavard impétueux. Dès que le moindre occasion se présente, et qu'il a à inviter les journalistes à s'approcher de lui, comme ce fut le cas à l'issue d'une conférence de presse où il avait pourtant largement monopolisé la parole, il explique, expose, disserte, s'attarde, tandis que les officiels américains, et souvent M. Bush lui-même, essaient de l'éloigner des micros.

Un aparté embarrassant

A cet égard, son petit déjeuner avec les dirigeants du Congrès a laissé parfois des doutes quant à l'art de parler longtemps, quitte à en dire peu. La première question posée par un sénateur — sur la propriété privée — fut traitée d'une réponse de près d'un demi-heure, la moitié du temps théoriquement imparti à la réponse. Et les malheureux élus incapables de placer leur mot, eurent plus tard la mauvaise surprise d'apprendre que la « conversation » — au cours de laquelle M. Gorbatchev avait eu quelques mots désagréables à leur égard — avait été intégralement télévisée.

Les télévisions furent également invitées à retransmettre ses propos adressés aux « intellectuels américains », toujours à l'ambassade d'URSS. Là comme ailleurs, les développe-

ments sont longs, pas toujours limpides, le style digressif.

En au moins une circonstance en tout cas, son style oratoire, allié à son art des relations publiques, a eu des conséquences politiques embarrassantes pour l'administration: pendant la première journée des entretiens, le numéro un soviétique s'est lancé sur la question allemande dans un vaste exposé, particulièrement confus et contradictoire — en tout cas à en croire certains responsables américains. Après quoi, s'arrangeant pour sortir de la Maison Blanche du côté où se trouvaient les journalistes, il a fait savoir que « quelques choses de nouveau » avait « émergé » au cours de la conversation.

M. Bush, qui l'avait vu faire ces déclarations en direct à la télévision, a immédiatement souhaité rectifier le tir en invitant à son tour les journalistes à l'entendre. Mais, peut-être parce que les propos de son interlocuteur l'avaient laissé perplexe, il n'a fait qu'ajouter à la confusion en laissant entendre que M. Gorbatchev avait réellement fait une nouvelle proposition — ce que des responsables de l'administration se sont ensuite discrètement employés à démentir tard dans la soirée.

Le lendemain, échoués, les Américains avaient fait en sorte que M. Gorbatchev sorte de l'entretien du côté où seuls des photographes seraient présents, les journalistes battant la semelle de l'autre côté. Vaine précaution: M. Gorbatchev s'est adressé aux photographes, parmi lesquels s'était glissé un journaliste soviétique « déguisé ».

J. K.

Une moisson d'accords et de déclarations

En dehors de l'accord de commerce, du traité sur les armes chimiques et de la déclaration sur les armements stratégiques signés vendredi 1^{er} juin à Washington (le Monde date 3-4 juin), de très nombreux accords et déclarations communes ont vu le jour à l'occasion de ce sommet. Mentionnons notamment:

— Les Forces conventionnelles en Europe (CFCE ou CFE).

MM. Bush et Gorbatchev ont réaffirmé leur engagement de contribuer à la signature d'un accord à Vienne d'ici la fin de l'année. Ils se sont entendus sur le fait que le prochain sommet de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ne devrait pas se tenir avant qu'un tel accord soit prêt à la signature.

— Accord sur la vente de céréales.

Il porte sur cinq ans et prévoit l'achat par l'URSS de 10 à 14 millions de tonnes annuellement.

— Accord sur l'accroissement du trafic aérien.

Il prévoit le quadruplement du nombre des vols entre quatre villes des deux pays.

— Vérification des traités sur les essais nucléaires.

Il s'agit de protocoles de vérification de deux traités non encore ratifiés, celui dit « du seul » (sur la puissance maximale des essais, conclu en 1974) et celui sur les

explosions nucléaires pacifiques (pour le génie civil, 1976) interdisant les explosions d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes.

Les méthodes de vérification seront le système américain CORTEX (dit hydrodynamique) qui mesurera l'onde de choc sur un câble coaxial enterré près du lieu de l'explosion, des inspections sur place (relevé d'échantillon de sol) et des contrôles sismiques.

— Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Le texte prolonge un accord précédent en tenant compte de nouvelles législations et permet des recherches communes dans le domaine sanitaire et de l'environnement, après la catastrophe de Tchernobyl.

— Accord sur l'expansion des échanges universitaires.

Il étend les échanges à 1 500 étudiants de chaque pays d'ici 1995. Un autre accord porte sur l'ouverture de centres culturels dans les deux pays.

— Déclaration commune sur l'établissement d'un parc international dans la région de détroit de Bering.

Il établit un système de protection commun des deux pays sur cette zone terrestre et maritime.

D'autres textes portent sur le borinage maritime dans le Pacifique nord, la mer de Bering et

l'Océan arctique, sur le transport maritime, des études communes océanographiques, sur la coopération douanière et sur l'accroissement de la diffusion des magazines *America* et *Soviet Life*.

Cherxon, IBM et Maxwell

Sur le plan privé, un accord de principe a été conclu entre le gouvernement de l'URSS et le groupe pétrolier Cherxon, numéro quatre aux États-Unis, portant sur l'exploration et l'exploitation du champ pétrolier récemment découvert à Tengiz en Kazakhstan, au nord-est de la mer Caspienne. Il donne lieu à la création d'une société conjointe, pour un investissement de 10 milliards de dollars (6,3 milliards de dollars au cours officiel).

D'autre part IBM, le premier groupe mondial d'informatique, a signé un accord, d'un montant estimé de 20 à 30 millions de dollars, pour fournir à l'URSS 15 000 ordinateurs personnels destinés aux écoles soviétiques.

Enfin le gouverneur du Minnesota a annoncé dimanche la création d'un Institut de technologie Gorbatchev-Maxwell où travailleront des Américains, des Soviétiques et des Européens. Cet institut, qui aura son siège dans l'agglomération Minneapolis-Saint-Paul, sera doté de 100 millions de dollars, fournis pour moitié par Robert Maxwell et par les milieux d'affaires du Minnesota.

« Les deux Grands et l'Éthiopie. — Les États-Unis et l'URSS « sont prêts à coopérer et combiner leurs moyens » pour faire parvenir des secours à l'Éthiopie, convenant notamment que la nourriture venant des États-Unis sera transportée par des avions soviétiques, déclare le communiqué soviéto-américain publié samedi 2 juin à Washington. D'autre part, « les États-Unis et l'URSS apporteront leur soutien à une conférence internationale sous les auspices de l'ONU afin de régler les conflits dans la corne de l'Afrique », ajoute le document.

La menace de suspendre l'émigration des juifs soviétiques

Plus de surprise que d'inquiétude en Israël

Plus de surprise que de vraie inquiétude: telle était la réaction à Jérusalem après la menace de M. Gorbatchev de suspendre l'émigration des juifs soviétiques, sommés par la présidence soviétique de donner des « garanties ». Les dirigeants israéliens ont d'abord répondu par des chiffres: contrairement à ce que M. Gorbatchev a laissé croire, les juifs soviétiques ne vont pas « massivement » s'implanter dans les territoires.

JERUSALEM

de notre correspondant

Il est sans doute moins de un pour cent — quelque 400 personnes sur 50 000 nouveaux immigrants en moins de deux ans — à avoir franchi la « ligne verte ». A cela, il faut ajouter les 1 400 nouveaux immigrants — et vraisemblablement un peu plus — qui ont pris des appartements dans la partie orientale de Jérusalem, celle qui a été annexée par Israël et se trouve à l'ouest de la frontière de 1948 à 1967. Voilà les données officielles, et le ministre chargé de l'immigration, M. Itzhak Mordechai, a invité M. Gorbatchev en Israël, « pour lui-même se rendre compte, par lui-même, que l'Etat n'a pas pour politique de diriger les nouveaux

immigrants vers les territoires ». L'impression est que les Soviétiques y réfléchiront à deux fois avant de mettre en application leur menace. L'arrêt de l'émigration les priverait des facilités commerciales qu'ils cherchent à obtenir des États-Unis. Le sentiment des milieux officiels est que la « sorcellerie » de M. Gorbatchev est à la fois un avertissement pour Israël et un geste politique à l'intention des pays arabes qui, dans cette affaire, multiplient les pressions sur le Kremlin.

Que les « Russes » n'aient pas été « massivement » s'installer dans les territoires — en tout cas jusqu'à présent — n'a rien d'étonnant. Ils ont naturellement été là où il y avait des appartements et une possibilité d'emploi, c'est-à-dire le long de la côte, de Haïfa à Ashdod, où se trouvent les trois quarts des installations industrielles israéliennes. Plus de la moitié d'entre eux choisissent la région de Tel-Aviv. Citadins en URSS, avides de sécurité après l'aventure de l'émigration, moins motivés idéologiquement que leurs prédécesseurs des années 70, en clair moins « sionistes », ils n'ont pas vraiment le profil de « colons ».

Mais c'est le chef du gouvernement de transition, M. Itzhak Shamir, qui a lui-même grandement contribué à la perception contraire, à l'inquiétude telle celle des Palesti-

niens et à cette mobilisation des pays arabes qui a culminé avec le sommet de Bagdad, en affirmant dans un retentissant discours prononcé le 14 janvier, qu'une « grande immigration » nécessitait « un grand Israël », autrement dit qu'il fallait garder les territoires pour y accueillir les immigrants.

Le propos était d'autant plus alarmant pour les Palestiniens que M. Shamir, dès que les travaillistes eurent quitté le gouvernement, à la mi-mars, a semblé vouloir relancer les implantations en Cisjordanie et à Gaza, sans parler de Jérusalem où le ministère du logement, tenu par M. David Lévy, un des pontes du Likoud, jugeait opportun de financer l'installation d'un groupe ultranationaliste dans la partie chrétienne de la vieille ville. L'ensemble avait l'air de vouloir inquiéter les Palestiniens qui se souviennent de la manière dont le Likoud, à partir de 1977, a multiplié les colonies de peuplement.

Et il y a fort à parier que M. Shamir devra donner des gages aux ultra-nationalistes, partisans de la colonisation à outrance, s'il annonce d'ici à la fin de la semaine — à l'échéance de son mandat — la constitution d'une coalition gouvernementale restreinte: il aura alors besoin du soutien de l'extrême droite parlementaire.

ALAIN FRACHON

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction: Daniel Vernet
Administrateurs délégués: Antoine Griezot, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef: Bruno Fraquet, Jacques Amelric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FAUGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-85-25-25
Télécopieur: (1) 40-85-25-99; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-85-25-25
Télécopieur: (1) 40-80-30-10; Telex 261311 F MONDISR

مكتبة الجليل

POLITIQUE

La visite rituelle du président de la République à Solutré

M. Mitterrand se déclare satisfait de son premier ministre

A l'occasion de sa traditionnelle ascension de la roche de Solutré, le dimanche de la Pentecôte, M. Mitterrand a estimé ne pas s'être « trompé » en choisissant M. Rocard comme premier ministre. « C'est moi qui l'ai appelé, c'est moi qui le garde », a-t-il dit.

SOLUTRÉ

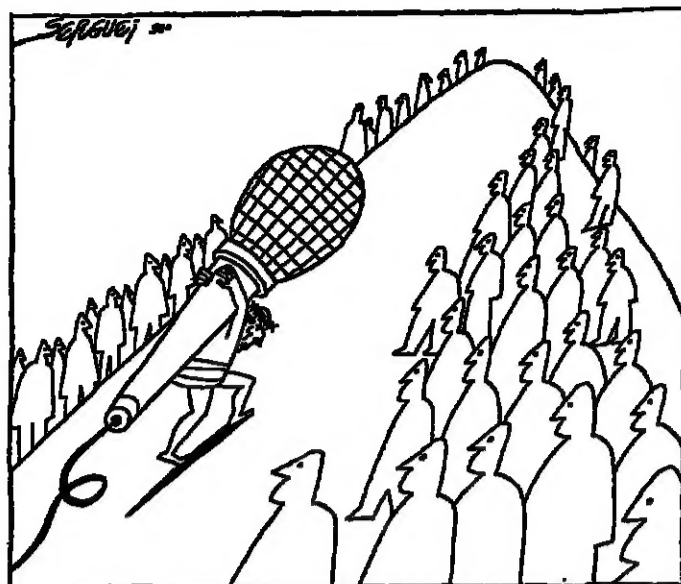
de notre envoyé spécial

Il faisait beau, soleil voilé, brise légère, dimanche 3 juin au sommet de la roche de Solutré (Saône-et-Loire). Une cinquantaine de moutonniers en colère du Limousin, des Savoyards et de la région avaient trompé autanment l'attention des gardiens, rejoins en début de matinée par les promeneurs et escaladeurs en herbe et même par un cyclotouriste. Bahik, le labrador noir présidentiel, gambadait dans le champ qui précède la dernière pente. Le rite fut respecté quand, à 11 h 30, M. François Mitterrand arriva en vue du sommet. Quelques applaudissements, une petite conversation avec les producteurs ovins, puis il prit la direction du restaurant de La Pierre sauvage, chapeauté par Roger Hanin.

Le président de la République n'apprécie guère - c'est du moins ce qu'il dit - la « tradition » que, selon lui, les journalistes ont créée en l'accompagnant de plus en plus nombreux chaque année, depuis son élection à la présidence de la République, à Solutré. Pendant trente-cinq ans (à une exception près, non datée), il avait gravi, tranquille, la roche. La première fois en 1946, avec son beau-frère Roger Hanin, (qui, professeur, revenait alors du Brésil), puis les années suivantes avec sa famille et ses amis. Pendant une vingtaine d'années, l'escalade était fixée à Pâques, mais la météorologie plutôt frisque de cette période de l'année a repoussé la promenade au dimanche de Pentecôte. Et voilà qu'en 1981 les journalistes ont commencé à s'y intéresser !

Qu'on se le dise, le président de la République ne vient pas ici pour rencontrer des médias qu'il n'a pas « convoqués » pour célébrer sa « gloire » ni l'exploit d'avoir grimpé « quelques mètres ». Les journalistes se livrent à une « géographie sentimentale-politique » qui n'est que « pure fiction », a-t-il ajouté à propos des extrapolations faites sur ceux qui sont là ou non avec lui, ce jour-là (1).

Mais le président de la République



quand, malgré tout, n'a voulu être ni « discourtis » ni « désagréable » avec les représentants de la presse. Il n'avait pas, a-t-il dit, « de message à délivrer ». Il a toutefois fait le point sur quelques sujets. Extraits, par ordre alphabétique :

Afrique : « La France n'est pas un pays colonialiste, elle n'a pas à dicter leur politique aux dirigeants africains. La question se pose, et elle a toujours été résolue, quand il y a atteinte aux droits de l'homme. Il n'y a plus de dépenses à fonds perdus » en faveur d'« Etats », « ni d'actions bizarres des services secrets (...) ».

Le chef de l'Etat a confié au passage la participation d'un Transalpin de l'armée française à une opération de maintien de l'ordre au Congo, le 6 septembre 1987, alors que M. Chirac était premier ministre, lui avait « défilé ». Il a dénoncé « l'incroyable incurie des grandes puissances industrielles » à l'égard du tiers-monde.

Allemagne : « Il serait saugrenu de penser qu'on peut imposer une solution à l'Allemagne unifiée et souveraine » sur sa politique militaire.

Amnistie : « On peut comprendre que cela ait pu être mal compris. C'est un imbroglio (...). Une malheureuse initiative qui paraît de bons sentiments. Les citoyens ont été choqués dans le septennat qu'ils ont de l'égalité devant la loi. Ce qui était en cause, c'est la loi de 1988. J'ai été convaincu parce que l'accord s'est fait pour que la dernière loi [celle de 1990] ne s'applique pas aux parlementaires ».

Cohabitation : « Je ne suis pas allergique. Je préfère un gouvernement cohérent et homogène pour diriger la France ».

Consensus : « La recherche à tout prix d'un consensus sur la base des idées des autres, sûrement pas. Mais tel n'est pas le cas. Ce n'est pas une conception du socialisme. Ce n'est pas chercher le consensus du plus grand nombre. Il ne s'agit pas d'abandonner ce que nous sommes, parce que, dans ce cas, il

faudrait changer de gouvernement plutôt que d'opposition. »

La liberté « de dire des bêtises »

Extrême droite : A ceux qui, dans l'opposition, lui reprochent d'être responsable du phénomène de l'extrême droite avec l'introduction de la proportionnelle, M. Mitterrand répond : « La liberté de parole existe, même celle de dire des bêtises. » Et il observe que la loi votée pour les législatives de 1986 « créait un modèle sur la règle fixée par M. Giscard d'Estaing pour les européennes et que la proportionnelle était inscrite dans le programme commun et dans le programme socialiste ».

« Je ne suis pas pessimiste sur l'extrême droite. C'est une erreur de croire que le succès du Front national n'est dû qu'à l'immigration. Il est dû à beaucoup de maux, d'injustices, de problèmes d'insécurité, extérieurs et intérieurs dans les villes. C'est à la société et au gouvernement qui en fait partie d'y répondre. »

« Quand un parti existe, qu'il a des électeurs, il a des élus. »

France : « Je veux que la France soit forte dans son économie, sa monnaie, sa défense, sa sécurité, sa présence dans les instances internationales (...) et qu'elle soit juste, particulièrement pour les rémunérations et le partage des profits et des progrès. »

Impopularité : « Un homme politique responsable doit accepter d'être impopulaire s'il le faut. »

Intégrité : « A Auxerre (le 29 mai), j'ai redit ce que j'avais dit aux dirigeants du patronat français. Cela ne s'adressait pas au gouvernement, mais au patronat. La notion de SMIC n'a pas été respectée. (...) Je ne fais pas de reproche au gouvernement ni au patronat. Je préfère une politique contractuelle à une politique coercitive. (...) »

M. Rocard : « J'ai demandé d'intervenir : « Je ne suis pas au courant des ragots. Je n'y participe pas. Nous sommes d'accord pour mener cette politique. Si le gouver-

nement ne la mène pas, je la mènerai de toute façon, mais nous le faisons ensemble. »

Modèle de vertu : « Ils relèvent de l'opportunité s'ils sont démocratiques. (...) Dans un système majoritaire, il y a beaucoup de couches d'opinion qui ne sont pas représentées. Certes, c'est une injustice. »

Projet politique : « Servir la République (...), équilibrer autant que possible. »

Responsabilité : « Deux ans, ce n'est pas tellement long. Les gens ont bien changé de tête. Moi, je suis plus conservateur que cela. (...) Il a souhaité que, dès que l'occasion s'en présentera, soit créé un ministère de la population (2). »

Remarque : « Deux ans, ce n'est pas tellement long. Les gens ont bien changé de tête. Moi, je suis plus conservateur que cela. (...) Il a souhaité que, dès que l'occasion s'en présentera, soit créé un ministère de la population (2). »

Table ronde (sur l'immigration) : la conclusion a été « tout à fait satisfaisante ».

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

nement ne la mène pas, je la mènerai de toute façon, mais nous le faisons ensemble. »

Modèle de vertu : « Ils relèvent de l'opportunité s'ils sont démocratiques. (...) Dans un système majoritaire, il y a beaucoup de couches d'opinion qui ne sont pas représentées. Certes, c'est une injustice. »

Projet politique : « Servir la République (...), équilibrer autant que possible. »

Responsabilité : « Deux ans, ce n'est pas tellement long. Les gens ont bien changé de tête. Moi, je suis plus conservateur que cela. (...) Il a souhaité que, dès que l'occasion s'en présentera, soit créé un ministère de la population (2). »

Remarque : « Deux ans, ce n'est pas tellement long. Les gens ont bien changé de tête. Moi, je suis plus conservateur que cela. (...) Il a souhaité que, dès que l'occasion s'en présentera, soit créé un ministère de la population (2). »

Table ronde (sur l'immigration) : la conclusion a été « tout à fait satisfaisante ».

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Je ne vais pas me plaindre de ce que j'ai fait. Je ne me suis pas trompé. (...) On réagit aux événements selon son tempérament, après, on fait la synthèse. »

Skinhead : « C'est une histoire folle. Toute société vit d'angoisses qui accablent les esprits faibles, les nerfs pas solides. Un système démocratique ne peut s'installer dans la répression. Quand la répression est nécessaire, il ne faut pas en avoir peur. »

Sondage : « Je souhaite à tous les hommes politiques d'être en baisse au moins. Qu'ils aient donc tous. »

Table ronde (sur l'immigration) : la conclusion a été « tout à fait satisfaisante ».

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

Télévision : « Je suis satisfait de l'opinion plutôt du soir, il se trouve « pas mauvaise du tout ». Elle a des « défauts », mais il y trouve « intérêt et plaisir » quoiqu'il y manque encore « la convivialité ». Quand il trouve ses petits enfants le matin devant un téléviseur, il s'extie.

Table : Il a été « remarquable » face à M. Jean-Marie Le Pen.

BIBLIOS

Aux sources de

la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

de la recherche du Vatican, l'éc

a permis la redécouverte

La Cour de cassation exige l'annulation des procédures engagées contre des policiers

MAURICE PEYROT

... ..

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Destins croisés pour les deux « petites merveilles » du tennis made in USA : André Agassi, fils d'immigré iranien, et Michael Chang, fils d'immigré taïwanais, doivent se rencontrer mardi 5 juin en quarts de finale des Internationaux de France 1990.

Après un début de semaine laborieux, les deux joueurs ont progressé pour éliminer respectivement dimanche 3 juin l'Américain Jim Courier et

l'Espagnol Javier Sanchez. Contrairement à ce que pourraient laisser penser les scores - quatre sets pour le showman de Las Vegas, trois pour le pêcheur à la ligne de Placentia - le succès d'Agassi a été plus facile que celui de Chang.

Après un départ en trombe, Jim Courier, qui, l'an passé, avait éliminé André Agassi au même stade du tournoi, s'est, petit à petit, assoupli face au joueur qui a particulièrement soigné sa condition

physique. En revanche, Javier Sanchez n'a jamais baissé la garde, même lorsqu'il parut sonné pour ne pas avoir concrétisé trois balles de 2-0 au début de la troisième manche, contraignant Michael Chang à jouer plus court et à faire plus de fautes directes qu'habituellement. Un point commun toutefois dans la victoire entre le plus excentrique et le plus énigmatique des joueurs : ni l'un ni l'autre

ne font plus référence à leur foi pour expliquer le succès. Sur le rectangle ocre de Roland-Garros, le tennis sera donc le seul argument de leur confrontation en quarts de finale. André Agassi, qui reste sur une victoire au troisième tour de l'Open des États-Unis 1988, est le favori de l'ancien champion américain (1954-1955) Tony Trabert, qui ne fait pas autrement confiance à son lointain successeur Chang au palmarès de Roland-Garros.

Steffi Graff plus forte que la rumeur

Ce fut la dernière gâterie offerte aux spectateurs du dimanche avant la pluie : une heure de Steffi Graff pour solder de tout compte, avant que le central se transforme en pelouse-groin. En ce jour de fête, mieux valait ne pas trahir à table, et honorer aux misogyne qui ont défilé les tribunes pour aller se dégourdir les jambes en attendant la rencontre prévue entre Henri Leconte et André Chesnokov.

Elle est venue rapidement à Paris pour se préparer. Son entraîneur Pavel Slovic a même sollicité les services du Français Fabrice Santoro pour qu'il la familiarise avec le jeu à deux, mais pratiqué par la jeune espoir yougoslave. Expéditive, dès l'ouverture des Internationaux de France, elle a été toute espèce de pommote à l'égard de son adversaire, le tenant du titre dans son foyer au terme d'un match de trente-neuf minutes (6-0, 6-2).

Sinsiste et allergie

Tout allait bien. Jusqu'à ce que la maladie physique ou la fatigue nerveuse annoncées par la chronique ne fabriquât les pronostics hâtifs. « Les vedettes disparaissent chez les hommes, mais dans le tableau féminin Steffi Graff est très souffrante », disait-on avant de la déclarer « en route ». Refusant de gaspiller ses déclarations la jeune fille aux cheveux blonds continuait, elle, à graver les marches vers la finale, éliminant les 6-1 et les 6-2, comme d'autres jeunes filles de son âge collectionnent les médailles aux examens. Samedi 2

juin, après sa victoire sur l'Italienne Sandra Cocchini, Steffi Graff a levé elle-même le voile sur sa maladie : « J'ai eu une sinusite double d'une allergie, cela m'arrive souvent et tous les jours. » Les médecins n'ont pas trouvé les causes de ce mal. Ils évoquent « quelque chose dans l'air », et rejettent l'hypothèse d'une allergie à la terre battue.

Honnêtement ces praticiens ont découvert le « bon médicament », le remède conforme aux règles du contrôle antidopage capable de soigner la championne ou, du moins, de lui permettre de jouer dans de meilleures conditions.

Ces quelques jours de liberté ont gâté la joueuse, « mais j'ai déjà participé à des compétitions avec le rhume et la fièvre », assure Steffi Graff. Selon elle, cette affection l'a même aidé à ne pas se sentir impressionnée par l'importance du tournoi et à se concentrer ainsi uniquement sur elle-même.

Graf l'ancienne, bientôt vingt et un ans, a pu ainsi mieux gérer son parcours et prendre le temps d'observer ses adversaires, il est loin le temps où, en battant Karlsson, elle devint, à quatorze ans, la plus jeune joueuse à passer un tour à Roland-Garros. Deux victoires et une finale sur ce même court central lui ont appris le calme et la sagesse. Elle sait que la joueuse numéro un demeure la cible de toutes les demoiselles aux

dents longues qui se répandent en prophéties alarmistes.

Même la Française Nathalie Tauziat a cru que son nom allait entrer dans l'histoire, comme celui de la tombée de la reine. Mais la porte d'Anteuil n'est pas le pays des merveilleux. « Si Graf a du mal à respirer, l'assaut de la faire courir le plus possible », annonçait la jeune Tropicane à la veille de son match contre la championne, toute persuadée que la troisième prestation de sa carrière en huitième de finale serait la bonne.

Steffi Graf a bien connu, mais pour rattraper la balle et l'expédier, avec son geste devenu familier sur le terrain défendu par la Française. Maîtresse de son tennis, la blonde Allemande n'a pas concédé qu'un jeu au premier set, avant de laisser passer quelques occasions dans le second. Mais alors que les deux joueuses étaient à quatre jeux partout, Steffi Graf eut un geste significatif : elle s'arrêta le bandage qui lui enserrait les cheveux, avant de le jeter sur une chaise d'arbitre et de prendre le service de Nathalie Tauziat puis d'imposer magistralement le sien (6-1, 6-4).

« Au niveau offensif j'ai parfois fait des choses plus solides, mais j'avais Steffi en face », reconnaissait la Française, comme surprise que la championne « joue de mieux en mieux au fur et à mesure des matches ».

SERGE BOLLOCH

La « cuisine » de Noah

« Mon premier match, je le notais... étonné mais pour moi-même faire » ; au deuxième : « match sérieux, mais à bien fait de ne pas se rouler par terre, car il y a des gens qui n'avaient pas du tout apprécié » ; au troisième : « a bien joué, mais a perdu ». Yannick Noah a résumé ainsi sa prestation 1990 à Roland-Garros après avoir été battu par Guillermo Perez-Roldan, quatrième tête de série.

La « cuisine » du Français - un régime de bluf au fil et de balles à effets viciés - n'a pas été indigeste à ce robuste appât argentin qu'une manche sur trois avant que la pluie et l'obscurité n'interrompent la partie le 1^{er} juin. Après une nuit de repos, ce Guillermo, qui pourrait être le jeune frère de l'autre, Vilas, ne s'est pas lassé d'insister sur l'absence d'un contrat tout acquis à la cause de son ancien champion. Il a méthodique-

ment achevé le travail de martelage interrompu la veille pour accorder, comme l'an passé, aux habitués de finale.

En 1989, Yannick Noah, qui était convalescent, avait été battu dès le premier tour. Cette année, en nichant dans des racines de gazon, il a atteint les seizièmes de finale, interrompant ainsi une série de huit défaites au premier tour. Mais à tort ou à raison, Noah, qui n'avait pas été aussi mal classé depuis 1980, croit-il vraiment pouvoir encore jouer les premiers rôles, comme l'avait étonné son entraîneur américain, Denis Ralston, en le prenant en main ? L'humour et la dérision semblent désormais ses meilleurs armes. Et s'il a promis de « revenir l'an prochain », il sait aussi qu'il y a quelque part un bateau qui l'attend, prêt à larguer les amarres.

A. G.

L'écume suédoise

Sur les treize Suédois admis dans le tableau final des Internationaux de France lundi 28 mai, il n'en restait plus que deux, une semaine après. Et aucun d'eux n'était tête de série. Stefan Edberg (n° 1) avait été éliminé au premier tour et Magnus Gustafsson (n° 14) ayant déclaré forfait avant d'affronter Anders Gomez.

Teneurs de la terre battue au cours de la décennie écoulée, les successeurs de Bjorn Borg, champion absolu des victoires à Roland-Garros, sont-ils entrés dans une phase de déclin comme en ont connu les Français après les années 70, les Américains après les années 60, ou les Australiens après les années 50, ou les Allemands après les années 40, c'est-à-dire toutes les nations dominantes à tour de rôle ?

Après avoir atteint le sommet de la hiérarchie mondiale fin 1988, Mats Wilander, trois fois vainqueur porte d'Anteuil, s'est inexorablement enfoué dans les profondeurs du classement, enchaînant blessures et déceptions. Candidat à la succession d'Ivan Lendl, Stefan Edberg manque avec constance le dernier barrage de l'échelle. Anders Jarryd n'est plus que l'ombre du joueur qui fut l'un des dix meilleurs mondiaux en 1984 et 1985. Joakim Nystrom, qui avait été septième mondial en 1986, a renoué, au dernier moment, à disputer les qualifications. Henrik Sundstrom, qui avait battu Mats Wilander en finale de la tournée de Monte-Carlo 1984, ne figure plus que dans l'annuaire des abonnés au téléphone de Londres. Mikael Pernfors, le finaliste des Internationaux 1986, est en convalescence après l'opération d'un talon qui suivait trois années de blessures diverses. Kent Carlsson, qui fut numéro six mondial en 1988, a arrêté la compétition à vingt-deux ans, les genoux « en compote ». Et les frères Simonsson, Hans et Stefan, se consacrent désormais à la formule 3000.

Kulti espoir trop senti

Les raisons de cet effacement ? « Il n'y a pas de rebelle », s'est inquiété, à y a peu, Mats Wilander. Nicolas Kulti est en effet le seul espoir digne de ce nom représentant actuellement les Suédois. Issu des qualifications, le champion du monde junior 1989 avait pris un bon départ dans le tournoi en éliminant successivement l'Espagnol Emilio Sanchez et le Suisse Jacob Hasek, mais il n'a pas résolu les problèmes que lui a posés le cadet des Sanchez, Javier. Or ce géant aux boucles blondes, âgé de dix-neuf ans, ne fait pas partie d'une nouvelle vague comme celle qui avait débordé avec Mats Wilander au début des années 80 et dont l'écume est aujourd'hui absorbée par les sables.

Les succès des Suédois, ces dix dernières années, a d'abord été une aventure collective de garçons qui voulaient marcher dans les traces de Bjorn Borg en évitant de s'enfermer comme lui dans le star-système. Mais cette bande de copains qui se gémait les coude - ils savaient ensemble les matches des autres - et qui avaient élu domicile à Monaco, s'est peu à peu dissolue à la manière d'un groupe de rock qui se traîne pas à la gloire.

ALAIN GIROUD

FOOTBALL : la victoire difficile de Montpellier sur le Racing (2-1) en Coupe de France

Pascal Olmeta, le gardien d'étoiles

Terne saison, terne finale. Au bout de cette longue attente, puis qu'il faut - comme au rugby, plus qu'au football - attendre les prolongations pour qu'enfin il se passe quelque chose au Parc qui échappe à une routine monotone, Montpellier a su, dans la saison, se faire une réputation de club capable de braver les épreuves les plus difficiles. Le tout, sans but, et sans exagération émotionnelle, il faut bien le reconnaître, c'est tout ce qui a permis à Montpellier de braver les épreuves les plus difficiles.

Peu importe l'ivresse en effet, pourvu qu'on ait la Coupe, sésame d'un destin européen et donc source de prestige pour un club menacé par le surinvestissement. Car le Montpellier-Hérault, prose érudite théorique du début de saison, a, à peu près, tout raté en championnat, finissant quatorzième - et encore à la cravache, - changeant d'entraîneur en cours de saison, et n'obtenant parfois que quelques victoires de ne point arriver à former seulement une équipe.

Puis vient cette finale incertaine, session de rattrapage pour une saison manquée, inestimable chance d'effacer l'ardoise sportive, sinon même financière. Montpellier a gagné (2-1), et on se doute bien qu'il se moquerait comme d'une enquette, les gens de la-bas, des réserves qu'on pourrait faire sur la qualité du spectacle donné et du jeu fourni. Il leur fallait gagner la cleft du coffre, la gagner mal, peut-être, mais la gagner absolument pour ne point désespérer l'avenir.

L'avenir, justement, le Racing Paris n'en avait guère avant cette finale et encore moins après. Car, si Montpellier vient médiocrement son championnat, le Racing Paris 1, succédant d'un rive briard, de ce Matra Racing qui ne viendrait pas à Lagardère, aura fini, lui, aux oubliettes, la descente en deuxième division. A supposer d'ailleurs que ses dirigeants trouvent les moyens financiers de continuer. C'est dire si la qualification-surprise du Racing pour la finale, extraordinaire saut d'une équipe qui ne voulait point mourir, représentait, plus encore, une divine surprise, un pied de nez à la goulotte.

Condamné en suris, les joueurs du Racing, qui purent le plus - éliminer Bordeaux - et surtout pu le moins, relatif bien sûr : arracher à Montpellier cette Coupe du salut. Le match fut ce que chacun a vu : plutôt médiocre et approximatif, accroché et décomposé, éprouvé et pon-

tué de coups de sifflet à roulette par un excellent arbitre, M. Bignet, qui dut, pour dompter les énergies, distribuer une collection de cartons jaunes, huit au total. Le Racing eut sa mi-temps, la première, à grand coup de courage et de pressing. Montpellier, la seconde, au bénéfice d'une meilleure technique collective. Le tout, sans but, et sans exagération émotionnelle, il faut bien le reconnaître, c'est tout ce qui a permis à Montpellier de braver les épreuves les plus difficiles.

« Et Dieu créa Cantona... » Cette banderole accrochée aux cimaises du Parc revient en mémoire au moment où, en face, dans sa cage sans barreaux et presque sans filet, le gardien du Racing commença son numéro de haute école, entre deux folles et génies. Car la Corse, elle, inventa Olmeta, ce fou de la Coupe dont on ne sait s'il en fait trop, « showbiz », à lui seul, gardien affirmé de ses propres instincts, et en tout cas briseur d'ennemi. Pascal Olmeta avait juste de faire son entrée au Parc des Princes à dos de cheval, comme cela, pour ne pas se faire remarquer. Ce bonheur enfanta, - Olmeta est arrivé - lui fut refusé pour la dignité de l'instinct et le sérieux du moment.

On peut toujours priver de cheval un gardien d'étoiles. Il lui reste tout le reste, son talent, ses coups de folie ordinaire et extraordinaire, ses jaillissements de chat farouche et de cabot boulimique. Pascal Olmeta, qui parlait de la Coupe de France comme d'une belle à séduire, Maciste au Parc, s'y efforça dans un délire de mots et de gestes, soutenant, poussant, tirant son équipe, et la sauvant cocotte et encore.

Un match sans avenir, une finale sans grandeur, peuvent ainsi échapper un instant à la médiocrité. Ce fut le cas à la 80^{ème} minute, instant du rendez-vous entre les deux fortes têtes de l'affiche, Olmeta bien sûr et Eric Cantona. Ce dernier, qui promène son talent sur les terrains, le torse avant-gardé, avec la morgue vengement exaspérée d'un matador tout droit issu de la cuisine d'El Cordebas, ce joueur dont on imagine sans mal qu'il partage avec le gardien corse le souci du spectacle, réussit à lui coup « fument » : sur un centre lointain, un magnifique « ciseau » retourné qui aurait pu, qui aurait du valoir à son auteur, outre une bise du président Loulou, un but d'anthologie.

Mais en face il y avait Olmeta, sa double détente, comme d'autres, sprinters, ont un double démarrage, qui s'en alla chercher le ballon aux étoiles.

Entre génies de bonne compagnie, ils s'en firent, modestes, modestes quoique ostensiblement. Et la finale s'en fut aux prolongations. Pour le triomphe de Montpellier, un premier but marqué par son capitaine Laurent Blanc sur coup franc avec la belle qui, après avoir heurté un montant, ricocha, horreur et humiliation, sur la main d'Olmeta (102^{ème} minute) pour rentrer dans la cage ; puis un second de Ferhadi, seul devant le gardien corse, six minutes plus tard.

Menant 2 à 0, Montpellier ne pouvait plus perdre. Même devant un Racing enragé de mourir désespéré, à l'image de son capitaine. Alain Ben Mabrouk, au rude profil, ou de son remarquable joueur David Ginola, qui réussit, de la tête sur corner, à la 109^{ème} minute, le but des regrets éternels. Montpellier tenait sa Coupe et les meilleurs des Parisiens le droit de chercher fortune ailleurs.

PIERRE GEORGES

AUTOMOBILISME

480 km de Spa-Francorchamps (Belgique)
L'équipe ouest-allemande Jochen Mass-Karl Wendlinger (Mercedes) a remporté dimanche 3 juin la 480 km de Spa-Francorchamps (Belgique), une course automobile comptant pour le championnat du monde des sport-prototypes.

CYCLISME

TOUR D'ITALIE
dix-septième étape
Le Vénézien Leonardo Sierra a remporté dimanche 3 juin la dix-septième étape du Tour d'Italie cycliste, course entre Canazei et Aprica (223 kilomètres). L'Italien Gianni Bugno, quatrième de cette étape, a conservé son maillot rose de leader et reste le grand favori de l'épreuve.

RUGBY

Tournée du XV de France en Angleterre
L'équipe de France de rugby a gagné le premier match de sa tournée en Angleterre à l'imposant, samedi 2 juin à Sydney, face à une sélection de Newcastle-Gates du Sud (19-12).

Les résultats

SIMPLES MESSIEURS

(Troisième tour)

Premier quart de tableau

G. Perez-Roldan (ARG, n° 13) b.

Y. Noah (FRA) 7-6, 4-6, 6-3.

Troisième quart de tableau

K. Novacek (TCH) b. A. Krickstein

(E-U, n° 5) 6-2, 6-3, 7-6, 7-6.

Champion (FRA, n° 1) b. G. Forges

(FRA) 6-4, 7-6, 4-6, 3-7, 6-3.

M. Chang (TAI, n° 14) b. J. A.

Perez (URU) 6-4, 6-1, 6-3.

A. Gomez (PAR, n° 4) b. A. Volkov

(URS) 6-2, 7-5, 4-6, 6-3.

Quatrième quart de tableau

T. Muster (AUT, n° 7) b. P. Har-

rhuis (F-B) 3-6, 7-5, 6-2, 7-6.

M. Jaks (ARG, n° 10) b. A. Rahnen

(CAN) 7-6, 6-2, 6-1, N. Koon (SUIS)

b. A. Mandorli (ISR) 6-4, 7-6, 6-1.

G. Ivansson (YOU) b. P. Kallman

(FRA) 7-6, 6-4, 7-5.

(Quatrième tour)

Dernier quart de tableau

A. Agassi (E-U, n° 3) b. J. Courier

(E-U, n° 13) 6-7, 6-1, 6-4, 6-0.

M. Chang (E-U, n° 11) b. J. Sanchez

(ESP) 6-4, 6-4, 6-2.

SIMPLES DAMES

(Troisième tour)

Premier quart de tableau

S. Graf (FRA, n° 1) b. S. Cocchini

(ITA) 6-2, 6-3.

Troisième quart de tableau

M.-J. Fernandez (E-U, n° 7) b.

I. Canto (FRA) 3-6, 6-3, 6-0.

M. Jaks (ARG, n° 10) b. S. Martin (E-U)

6-4, 6-2, 6-1, J. Capriati (E-U) b.

J. Welsner (AUT, n° 12) 6-4, 6-0.

M. Paz (ARG) b. C. Cohen (SUL) 6-1, 7-5.

Quatrième quart de tableau

M. Maleeva (BUL, n° 6) b. P. Tarn-

hais (ARG) 2-6, 7-5, 6-0, N. Zvereva

(URS, n° 10) b. S. Martin (E-U) 6-4,

6-1, L. Gheminder (CHI, n° 16) b.

M. Maleeva (BUL, n° 6) 6-1, 6-3.

M. Paz (YOU, n° 2) b. L. Maschi

(URS) 7-6, 7-6.

(Quatrième tour)

Premier quart de tableau

S. Graf (FRA, n° 1) b. N. Tuziet

(FRA, n° 13) 6-1, 6-4, C. Martinez

(ESP, n° 9) b. W. Probst (RFA) 6-3,

6-3.

Dernier quart de tableau

K. Maleeva (BUL, n° 6) b. N. Pro-

bst (AUS) 3-6, 6-3, 6-3.

Troisième quart de tableau

M.-J. Fernandez (E-U, n° 7) b.

A. Grossi (E-U) 6-3, 6-2.

J. Capriati (E-U) b. M. Paz (ARG)

6-0, 6-3.

Quatrième quart de tableau

M. Maleeva (BUL, n° 6) b. N. Zve-

reva (URS, n° 10) 6-4, 6-2.

Entre parenthèses la nationalité des

joueurs et le classement du tournoi

dans la série, ou la qualité du qualifié

(Q), d'invité par les organisateurs (IV),

et de repêché des qualifications (R).

AGENDA

LUNDI 4 JUIN

CINÉMA

CENTRI GEORGES POMPIDOU
SALLE GARNIER 142-76-37-29
Le Cinéma des pays nordiques : Chet Baker (1989, v.o. s. angl. trad. de Morten Amfrod, 14 h 30 : Pan (1922), d'Harold Schmeuss, 17 h 30 : L'Arche de Noé (1977, v.o. s. angl.), de Risto Järve, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALOUETTES, LE FIL À LA PATTE (technique, v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

APRÈS APRÈS-DEMAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

AUX SOURCES DU NIL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

L'AVENTURE EXTRAORDINAIRE DE NINA PAPA (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

PARIS EN VISITES

MARDI 5 JUIN
« Femmes célèbres du XIXe siècle », 10 h 30 : « La Pire-Lachaise et les francs-maçons », 14 h 45, porte principale, boulevard Malesherbes (V. de Langlois).
« Gauguin et l'école de Pont-Aven », 13 heures, Musée d'Orsay, vestibule, étage de Lully.
« Le palais Garnier. Architecture et décor du Second Empire », 13 h 15, vestibule, étage de Lully.
« Le Dictionnaire monumental et ses richesses », 15 heures, 68, rue de Valenciennes (Monnaie historique).
« L'Arche de la Défense, l'asplenda, le CNT réaménagé », 14 h 15, hall du RER la Défense, sortie L (Tourelle culturelle).
« Versailles : le quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).
« Le Musée de l'histoire de la ville », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES OSSSES (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (42-05-51-33) : Denfert, 14 (42-21-41-01) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) : Saint-Lambert, 15 (45-52-91-48).

CINÉMA PARADISO (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5 (45-54-42-34) : La Triomphe, 5 (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Épi de Bois, 5 (43-57-57-47).

LE FESTIN DE BARBETTE (Dan.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (Aust.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE GRAND BLEU (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LA GUERRE DES ROSES (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

HISTOIRE DE GARONS ET DE FILLES (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (Iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-65).

POTINS DE FEMMES (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

POURQUOI BOOHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (Coréen, v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

QUAND HARRY RENCONTRE (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

QUELLE HEURE EST-IL ? (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

ROGER ET MOI (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

SEX, MENÇONGES ET VIDÉO (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Horizon, 1 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

STANLEY ET IRIS (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

TATIE DANIELLE (Fr.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

L'IDIOT (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-50).

KEY LARGO (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-42).

LE MESSAGER (Brit., v.o.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-50).

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-50).

LE PIGEON (Fr., v.o.) : L'Entropée, 14 (45-43-41-53).

RASHOMON (Jap., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-42).

RIZ AMER (Fr., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

SHOAH (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 5 (42-27-23-36-88) 12 h 15.

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-65).

TAXI DRIVER (A. v.o.) : 14 Juillet, Paris. 14 (42-28-58-00) : Action Christine, 14 (42-28-58-00) : Les Trois Balcas, 14 (42-28-58-00) : 14 Juillet, Paris, 11 (42-28-58-00).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-42).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-65).

JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

KEY LARGO (A. v.o.) : Mac-Mahon, 17 (43-29-78-83) 14 h, 18 h, 20 h, 22 h.

MANOLO (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 18 h.

MERLIN L'ENCHANTEMENT (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (42-05-51-33) 15 h 30, Denfert, 14 (42-21-41-01) 14 h, 15 h 30, Saint-Lambert, 15 (45-52-91-48) 13 h 40.

MIDNIGHT EXPRESS (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 22 h 30.

LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 18 h 45.

MONSIEUR HIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 21 h.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 20 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 11 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-52-91-48) 11 h.

SEANCES SPÉCIALES

AMARCORD (It., v.o.) : Accorone, 5 (45-33-88-88) 17 h 30, Saint-Lambert, 15 (45-52-91-48) 18 h 45.

ANDRÉ ROUBLEV (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (42-21-41-01) 18 h 30.

APARAJITO (Ind., v.o.) : Action Christine, 5 (43-21-31-30) 14 h, 15 h 30, 19 h, 21 h 30.

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) : Cinépolis, 5 (45-33-10-82) 13 h 40.

LA BALADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-52-91-48) 18 h 15.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 20 h.

LA CITE DES FEMMES (Fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h.

COCAINE (A. v.o.) : Accorone, 5 (45-33-88-88) 18 h 45.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h.

DELIVRANCE (A. v.o.) : Accorone, 5 (45-33-88-88) 18 h 45.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) 14 h.

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX
(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses)

LA BAIE DE NAPLES. Corgy-Pommes. Théâtre Quatre-Vingt-Quatre (30-38-11-89) : (dim. soir, lun.) 21 heures : (dim. soir, lun.) 21 heures : (dim. soir, lun.) 21 heures.

L'EXTREME FOND DU BOUT DU BUS. Les Trois Millefleurs (42-54-00-78) : (dim., lun.) 20 h 30.

UNE NUIT DE CASANOVA. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-80-70) : (dim., lun.) 21 heures (31).

LE MONSIEUR AUX YEUX BLEUS. Paris-Villlette (42-02-02-88) : (dim. soir, lun.) 20 h 30 : (dim. soir, lun.) 20 h 30 : (dim. soir, lun.) 20 h 30.

LA BÊTE À CING DOIGTS. Renaissance (42-71-30-20) : (dim. soir, lun.) 18 h 30 : (dim. soir, lun.) 18 h 30 : (dim. soir, lun.) 18 h 30.

ALCOOL DE NUIT. Théâtre de la Mainne (42-08-83-33) : (dim., lun.) 20 h 30 (5).

SOUVENIRS D'AMOUR. Centre culturel André-Malraux (45-27-13-88) : 18 h (5).

TRACASSERIES OU HISTOIRES DE LA VIE QUOTIDIENNE. Montreuil. Studio Théâtre de Tém (48-58-82-03) : (vend. sam.) 21 heures (dim.) 18 heures.

Y-A-T-IL UNE VIE APRÈS LE MARIAGE ? Guichet-Montparnasse (43-27-88-61) : (dim., lun.) 22 h 15 (5).

LA MÈRE APPRIVOISÉE. Versailles. Le Grand Théâtre (39-80-71-18) : 21 heures (5).

LA MORT DE SOCRATE. La Vieille Grille (47-07-22-11) : (dim., lun.) 20 h 30 (5).

QUAND L'HOMME S'ÉLEVÉ. Théâtre de Nesle (48-34-61-04) : 20 h 30 (5).

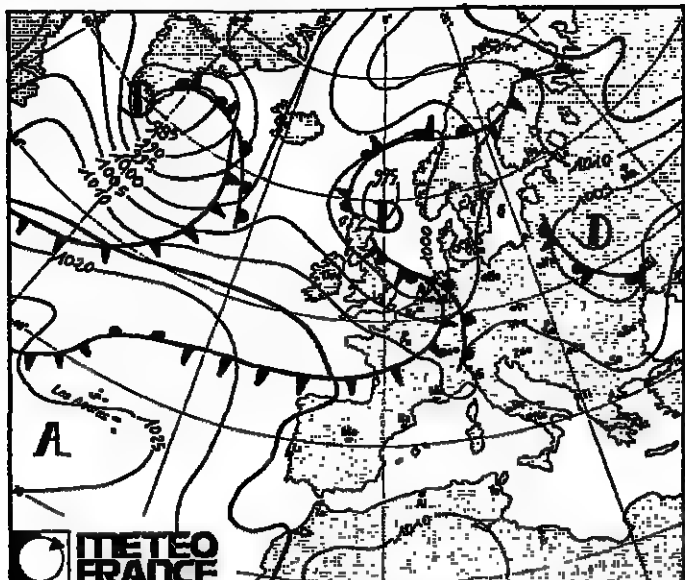
LA RONDE. Tourtour (48-87-82-46) : 19 heures (5).

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). Un vers d'air show : 20 h 30.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 JUIN À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 juin à 0 heure et le mardi 5 juin à minuit : Situation générale et évolution : L'onde qui se trouve actuellement sur le Sud-Ouest va s'enfoncer très lentement vers le Sud-Est, dominant surtout beaucoup de nuages et quelques pluies éparses, mais un air chaud et humide plus au sud provoquera des développements orageux près des Pyrénées et des côtes méditerranéennes.

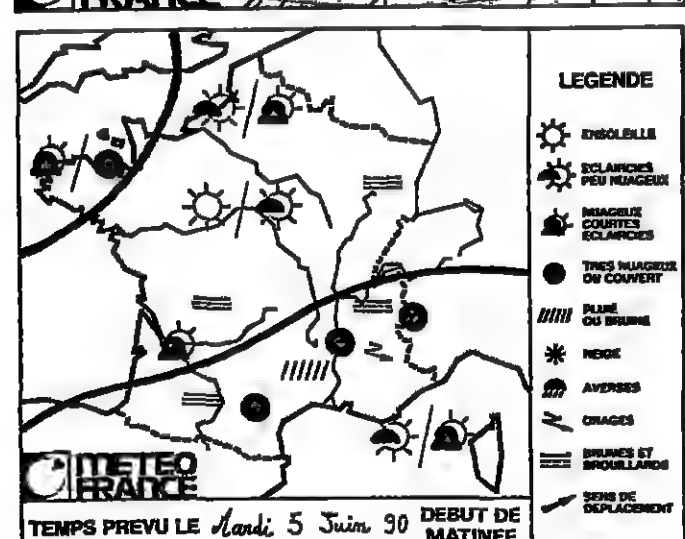
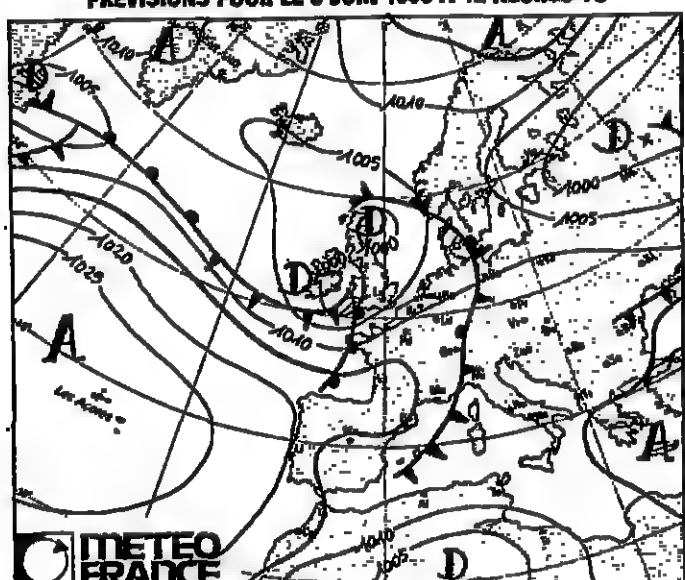
Prévisions pour mardi : Temps toujours maussade au sud, arrivée de nuages par l'ouest. De l'Aquitaine au Midi-Pyrénées, au Dauphiné et à la Côte d'Azur, le temps restera nuageux à très nuageux et il pleuvra. Des orages se produiront en soirée.

Des bancs de brume ou de brouillard qui s'étaient formés en fin de nuit des Ardennes à l'Alsace, à la Franche-Comté, à la Bourgogne et au Poitou-Charentes se dissiperont en cours de matinée pour d'abord laisser place à un temps variable avec de belles éclaircies. Mais une nouvelle zone nuageuse, accompagnée de quelques pluies ou brumes faibles, aborde la Bretagne et le Cotentin le matin et progresse vers l'est, pour atteindre les régions situées de l'Aquitaine au Centre et aux Ardennes.

A l'arrière de cette perturbation, le temps redeviendra variable sur la Bretagne et le Cotentin en soirée, et des averses se produiront, tandis qu'à l'avant les régions qui n'auront pas encore été touchées connaîtront un temps variable avec de belles éclaircies.

Au lever du jour, les températures seront généralement comprises entre 7 et 12 degrés, sauf près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN 1990 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé		le 04-06-199	
Valeurs observées relevées entre le 03-06-90 à 6 heures TU et le 04-06-90 à 6 heures TU			
FRANCE	TOURS	PARIS	LYON
AMBOISE	24	17	15
ANGERS	23	16	14
BLOIS	22	15	13
BORDEAUX	21	14	12
BREZIL	20	13	11
CHARENTAIS	19	12	10
CHARENTAIS	18	11	9
CHARENTAIS	17	10	8
CHARENTAIS	16	9	7
CHARENTAIS	15	8	6
CHARENTAIS	14	7	5
CHARENTAIS	13	6	4
CHARENTAIS	12	5	3
CHARENTAIS	11	4	2
CHARENTAIS	10	3	1
CHARENTAIS	9	2	0
CHARENTAIS	8	1	-1
CHARENTAIS	7	0	-2
CHARENTAIS	6	-1	-3
CHARENTAIS	5	-2	-4
CHARENTAIS	4	-3	-5
CHARENTAIS	3	-4	-6
CHARENTAIS	2	-5	-7
CHARENTAIS	1	-6	-8
CHARENTAIS	0	-7	-9
CHARENTAIS	-1	-8	-10
CHARENTAIS	-2	-9	-11
CHARENTAIS	-3	-10	-12
CHARENTAIS	-4	-11	-13
CHARENTAIS	-5	-12	-14
CHARENTAIS	-6	-13	-15
CHARENTAIS	-7	-14	-16
CHARENTAIS	-8	-15	-17
CHARENTAIS	-9	-16	-18
CHARENTAIS	-10	-17	-19
CHARENTAIS	-11	-18	-20
CHARENTAIS	-12	-19	-21
CHARENTAIS	-13	-20	-22
CHARENTAIS	-14	-21	-23
CHARENTAIS	-15	-22	-24
CHARENTAIS	-16	-23	-25
CHARENTAIS	-17	-24	-26
CHARENTAIS	-18	-25	-27
CHARENTAIS	-19	-26	-28
CHARENTAIS	-20	-27	-29
CHARENTAIS	-21	-28	-30
CHARENTAIS	-22	-29	-31
CHARENTAIS	-23	-30	-32
CHARENTAIS	-24	-31	-33
CHARENTAIS	-25	-32	-34
CHARENTAIS	-26	-33	-35
CHARENTAIS	-27	-34	-36
CHARENTAIS	-28	-35	-37
CHARENTAIS	-29	-36	-38
CHARENTAIS	-30	-37	-39
CHARENTAIS	-31	-38	-40
CHARENTAIS	-32	-39	-41
CHARENTAIS	-33	-40	-42
CHARENTAIS	-34	-41	-43
CHARENTAIS	-35	-42	-44
CHARENTAIS	-36	-43	-45
CHARENTAIS	-37	-44	-46
CHARENTAIS	-38	-45	-47
CHARENTAIS	-39	-46	-48
CHARENTAIS	-40	-47	-49
CHARENTAIS	-41	-48	-50
CHARENTAIS	-42	-49	-51
CHARENTAIS	-43	-50	-52
CHARENTAIS	-44	-51	-53
CHARENTAIS	-45	-52	-54
CHARENTAIS	-46	-53	-55
CHARENTAIS	-47	-54	-56
CHARENTAIS	-48	-55	-57
CHARENTAIS	-49	-56	-58
CHARENTAIS	-50	-57	-59
CHARENTAIS	-51	-58	-60
CHARENTAIS	-52	-59	-61
CHARENTAIS	-53	-60	-62
CHARENTAIS	-54	-61	-63
CHARENTAIS	-55	-62	-64
CHARENTAIS	-56	-63	-65
CHARENTAIS	-57	-64	-66
CHARENTAIS	-58	-65	-67
CHARENTAIS	-59	-66	-68
CHARENTAIS	-60	-67	-69
CHARENTAIS	-61	-68	-70
CHARENTAIS	-62	-69	-71
CHARENTAIS	-63	-70	-72
CHARENTAIS	-64	-71	-73
CHARENTAIS	-65	-72	-74
CHARENTAIS	-66	-73	-75
CHARENTAIS	-67	-74	-76
CHARENTAIS	-68	-75	-77
CHARENTAIS	-69	-76	-78
CHARENTAIS	-70	-77	-79
CHARENTAIS	-71	-78	-80
CHARENTAIS	-72	-79	-81
CHARENTAIS	-73	-80	-82
CHARENTAIS	-74	-81	-83
CHARENTAIS	-75	-82	-84
CHARENTAIS	-76	-83	-85
CHARENTAIS	-77	-84	-86
CHARENTAIS	-78	-85	-87
CHARENTAIS	-79	-86	-88
CHARENTAIS	-80	-87	-89
CHARENTAIS	-81	-88	-90
CHARENTAIS	-82	-89	-91
CHARENTAIS	-83	-90	-92
CHARENTAIS	-84	-91	-93
CHARENTAIS	-85	-92	-94
CHARENTAIS	-86	-93	-95
CHARENTAIS	-87	-94	-96
CHARENTAIS	-88	-95	-97
CHARENTAIS	-89	-96	-98
CHARENTAIS	-90	-97	-99
CHARENTAIS	-91	-98	-100
CHARENTAIS	-92	-99	-101
CHARENTAIS	-93	-100	-102
CHARENTAIS	-94	-101	-103
CHARENTAIS	-95	-102	-104
CHARENTAIS	-96	-103	-105
CHARENTAIS	-97	-104	-106
CHARENTAIS	-98	-105	-107
CHARENTAIS	-99	-106	-108
CHARENTAIS	-100	-107	-109
CHARENTAIS	-101	-108	-110
CHARENTAIS	-102	-109	-111
CHARENTAIS	-103	-110	-112
CHARENTAIS	-104	-111	-113
CHARENTAIS	-105	-112	-114
CHARENTAIS	-106	-113	-115
CHARENTAIS	-107	-114	-116
CHARENTAIS	-108	-115	-117
CHARENTAIS	-109	-116	-118
CHARENTAIS	-110	-117	-119
CHARENTAIS	-111	-118	-120
CHARENTAIS	-112	-119	-121
CHARENTAIS	-113	-120	-122
CHARENTAIS	-114	-121	-123
CHARENTAIS	-115	-122	-124
CHARENTAIS	-116	-123	-125
CHARENTAIS	-117	-124	-126
CHARENTAIS	-118	-125	-127
CHARENTAIS	-119	-126	-128
CHARENTAIS	-120	-127	-129
CHARENTAIS	-121	-128	-130
CHARENTAIS	-122	-129	-131
CHARENTAIS	-123	-130	-132
CHARENTAIS	-124	-131	-133
CHARENTAIS	-125	-132	-134
CHARENTAIS	-126	-133	-135
CHARENTAIS	-127	-134	-136
CHARENTAIS	-128	-135	-137
CHARENTAIS	-129	-136	-138
CHARENTAIS	-130	-137	-139
CHARENTAIS	-131	-138	-140
CHARENTAIS	-132	-139	-141
CHARENTAIS	-133	-140	-142
CHARENTAIS	-134	-141	-143
CHARENTAIS	-135	-142	-144
CHARENTAIS	-136	-143	-145
CHARENTAIS	-137	-144	-146
CHARENTAIS	-138	-145	-147
CHARENTAIS	-139	-146	-148
CHARENTAIS	-140	-147	-149
CHARENTAIS	-141	-148	-150
CHARENTAIS	-142	-149	-151
CHARENTAIS	-143	-150	-152
CHARENTAIS	-144	-151	-153
CHARENTAIS	-145	-152	-154
CHARENTAIS	-146	-153	-155
CHARENTAIS	-147	-154	-156
CHARENTAIS	-148	-155	-157
CHARENTAIS	-149	-156	-158
CHARENTAIS	-150	-157	-159
CHARENTAIS	-151	-158	-160
CHARENTAIS	-152	-159	-161
CHARENTAIS	-153	-160	-162
CHARENTAIS	-154	-161	-163
CHARENTAIS	-155	-162	-164
CHARENTAIS	-156	-163	-165
CHARENTAIS	-157	-164	-166
CHARENTAIS	-158	-165	-167
CHARENTAIS	-159	-166	-168
CHARENTAIS	-160	-167	-169
CHARENTAIS	-161	-168	-170
CHARENTAIS	-162	-169	-171
CHARENTAIS	-163	-170	-172
CHARENTAIS	-164	-171	-173
CHARENTAIS	-165	-172	-174
CHARENTAIS	-166	-173	-175
CHARENTAIS	-167	-174	-176
CHARENTAIS	-168	-175	-177
CHARENTAIS	-169	-176	-178
CHARENTAIS	-170	-177	-179
CHARENTAIS	-171	-178	-180
CHARENTAIS	-172	-179	-181
CHARENTAIS	-173	-180	-182
CHARENTAIS	-174	-181	-183
CHARENTAIS	-175	-182	-184
CHARENTAIS	-176	-183	-185
CHARENTAIS	-177	-184	-186
CHARENTAIS	-178	-185	-187
CHARENTAIS	-179	-186	-188
CHARENTAIS	-180	-187	-189
CHARENTAIS	-181	-188	-190
CHARENTAIS	-182	-189	-191
CHARENTAIS	-183	-190	-192
CHARENTAIS	-184	-191	-193
CHARENTAIS	-185	-192	-194
CHARENTAIS	-186	-193	-195
CHARENTAIS	-187	-194	-196
CHARENTAIS	-188	-195	-197
CHARENTAIS	-189	-196	-198
CHARENTAIS	-190	-197	-199
CHARENTAIS	-191	-198	-200
CHARENTAIS	-192	-199	-201
CHARENTAIS	-193	-200	-202
CHARENTAIS	-194	-201	-203
CHARENTAIS	-195	-202	-204
CHARENTAIS	-196	-203	-205
CHARENTAIS	-197	-204	-206
CHARENTAIS	-198	-205	-207
CHARENTAIS	-199	-206	-208
CHARENTAIS	-200	-207	-209
CHARENTAIS	-201	-208	-210
CHARENTAIS	-202	-209	-211
CHARENTAIS	-203	-210	-212
CHARENTAIS	-204	-211	-213
CHARENTAIS	-205	-212	-214
CHARENTAIS	-206	-213	-215
CHARENTAIS	-207	-214	-216
CHARENTAIS	-208	-215	-217
CHARENTAIS	-209	-216	-218
CHARENTAIS	-210	-217	-219
CHARENTAIS	-211	-218	-220
CHARENTAIS	-212	-219	-221
CHARENTAIS	-213	-220	-222
CHARENTAIS	-214	-221	-223
CHARENTAIS	-215	-222	-224
CHARENTAIS	-216	-223	-225
CHARENTAIS	-217	-224	-226
CHARENTAIS	-218	-225	-227
CHARENTAIS	-219	-226	-228
CHARENTAIS	-220	-227	-229
CHARENTAIS	-221	-228	-230
CHARENTAIS	-222	-229	-231
CHARENTAIS	-223	-230	-232
CHARENTAIS	-224	-231	-233
CHARENTAIS	-225	-232	-234
CHARENTAIS	-226	-233	-235
CHARENTAIS	-227	-234	-236
CHARENTAIS	-228	-235	-237
CHARENTAIS	-229	-236	-238
CHARENTAIS	-230	-237	-239
CHARENTAIS	-231	-238	-240
CHARENTAIS	-232	-239	-241
CHARENTAIS	-233	-240	-242
CHARENTAIS	-234	-241	-243
CHARENTAIS	-235	-242	-244
CHARENTAIS	-236	-243	-245
CHARENTAIS	-237	-244	-246
CHARENTAIS	-238	-245	-247
CHARENTAIS	-239	-246	-248
CHARENTAIS	-240	-247	-249
CHARENTAIS	-241	-248	-250
CHARENTAIS	-242	-249	-251
CHARENTAIS	-243	-250	-252
CHARENTAIS	-244	-251	-253
CHARENTAIS	-245	-252	-254
CHARENTAIS	-246	-253	-255
CHARENTAIS	-247	-254	-256
CHARENTAIS	-248	-255	-257
CHARENTAIS	-249	-256	-258
CHARENTAIS	-250	-257	-259
CHARENTAIS	-251	-258	-260
CHARENTAIS	-252	-259	-261
CHARENTAIS	-253	-260	-262
CHARENTAIS	-254	-261	-263
CHARENTAIS	-255	-262	-264
CHARENTAIS	-256	-263	-265
CHARENTAIS	-257	-264	-266
CHARENTAIS	-258	-265	-267
CHARENTAIS	-259	-266	-268
CHARENTAIS	-260	-267	-269
CHARENTAIS	-261	-268	-270
CHARENTAIS	-262	-269	-271
CHARENTAIS	-263	-270	-272
CHARENTAIS	-264	-271	-273
CHARENTAIS	-265	-272	-274
CHARENTAIS	-266	-273	-275
CHARENTAIS	-267	-274	-276
CHARENTAIS	-268	-275	-277
CHARENTAIS	-269	-276	-278
CHARENTAIS	-270	-277	-279
CHARENTAIS	-271	-278	-280
CHARENTAIS	-272	-279	-281
CHARENTAIS	-273	-280	-282
CHARENTAIS	-274	-281	-283
CHARENTAIS	-275	-282	-284
CHARENTAIS	-276	-283	-285
CHARENTAIS	-277	-284	-286
CHARENTAIS	-278	-285	-287
CHARENTAIS	-279	-286	-288
CHARENTAIS	-280	-287	-289
CHARENTAIS	-281	-288	-290
CHARENTAIS	-282	-289	-291
CHARENTAIS	-283	-290	-292

CHAMPS ECONOMIQUES

La Corée dans les turbulences

Grèves, frustrations sociales, spéculation, crise de confiance politique, ralentissement économique : le malaise est général, mais pas nécessairement durable

Grèves, manifestations étudiantes, prise à partie du président Roh Tae-woo par des manifestants en colère du marché Tongin, dénonçant la hausse des prix des légumes et celle, considérable, des loyers, qui a provoqué le suicide de plusieurs familles. Crise ? Sans doute pas. Malaise, sûrement. Deux ans après l'euphorie des Jeux olympiques, les taux de croissance à deux chiffres et les espoirs suscités par la démocratisation, la Corée du Sud, dixième nation exportatrice du monde, traverse une zone de sérieuses turbulences.

Le malaise n'est pas seulement saisonnier (le printemps est l'époque des revendications ouvrières) ou rituel (la violence étudiante). Il a des causes plus profondes. Bien que l'économie progresse encore à un rythme enviable (6 % à 7 % par an), des maux se sont accumulés : détérioration des échanges extérieurs, inflation entamant fortement les augmentations de salaires, chute de la Bourse.

Les tensions sociales, le flottement du gouvernement dans la définition d'une politique, la nervosité des privilégiés, se conjuguent à la morosité de la classe moyenne, craignant pour le lendemain, et à l'attente de la masse, qui, malgré les hausses de salaires, attend encore une meilleure répartition des fruits de l'expansion économique, et concourt à créer un climat général d'insatisfaction et d'inquiétude latente. L'insécurité est entretenue par une presse souvent alarmiste et exploitée par des déclarations du gouvernement qui ne le sont pas moins, dans l'espoir, en noircissant le tableau, de reprendre plus facilement en main la situation.

Le président Roh Tae-woo a perdu le soutien de la classe moyenne, qui voit s'accumuler les problèmes et se dégrader la qualité de la vie (notamment à Séoul). Dans les sondages, le soutien au nouveau parti gouvernemental est tombé de 60 % à 14 %. La démocratisation entamée en juillet 1987 s'est traduite par le passage d'un régime autoritaire, aux mains des militaires, à un système sans doute plus ouvert du point de vue politique, permettant à des groupes d'intérêts plus divers de se faire entendre (notamment les syndicats), mais tout aussi laxiste à l'égard des puissances d'argent. L'apparition d'une « bourgeoisie compradore », aussi riche qu'arrogante, a accentué les frustrations des déshérités et, maintenant, de toute une classe moyenne basse, conservatrice de nature, mais qui se sent aujourd'hui trahie dans ses attentes.

Meilleur exemple, l'effrayante spéculation foncière de ces deux dernières années, qui a été à l'origine d'augmentations des loyers de 30 % en moyenne en 1989 et conjuguée à la baisse des performances économiques, de l'effondrement de la Bourse.

Le gouvernement a réagi tardivement, obligeant début mai les grands conglomérats à revendre une partie des terrains et des immeubles qu'ils ont acquis. Même si 550 000 logements seront construits en 1990, l'augmentation de la population à Séoul (300 000 personnes chaque année) risque fort de réduire la portée de cet effort tant que l'urbanisation sauvage de la capitale n'aura pas été contrôlée. Par ailleurs, un trafic qui atteint un seul de ses objectifs (le transport de passagers) est un échec, car les surplus d'automobiles destinés à l'exportation, dont le volume a

chuté et asphyxié par une pollution alarmante, Séoul étouffe. Chacun rejette les responsabilités sur les autres : le gouvernement accuse le monde ouvrier et l'imprévoyance des milieux d'affaires tandis que ces derniers et l'opinion publique blâment l'incompétence des autorités. En réalité, plusieurs facteurs ont contribué à assombrir l'horizon économique.

Des hausses de 30 %

La démocratisation s'est traduite sur le plan social par d'importantes hausses de salaires (de l'ordre de 60 % en trois ans). Compensation de l'exploitation dont avait été victime la main-d'œuvre au cours des décennies du décollage économique, elles ont cependant fortement entamé l'avantage de coût dont bénéficiaient les produits coréens sur les marchés extérieurs. Ce recul a été aggravé par la valorisation du won par rapport au dollar et par la dépréciation du yen, qui a mis en concurrence les produits coréens et japonais (ces derniers de meilleure qualité).

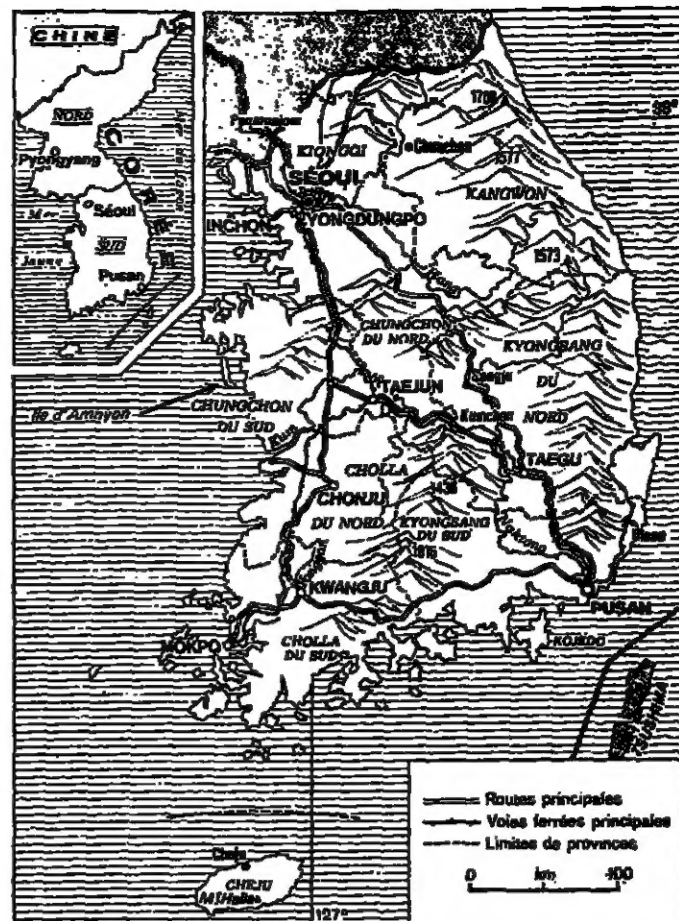
Après trois années de croissance de l'ordre de 25 %, les exportations n'ont augmenté que de 5 % en 1989, et sur une base de 0,1 % au cours des cinq premiers mois de cette année (1). Exemple symptomatique : les ventes de voitures aux Etats-Unis (premier marché pour ce secteur) ont chuté de plus d'un tiers en 1989 (passant de 576 000 à 356 000) et elles ne dépasseront guère les 280 000 cette année. Pour 1990, il est prévu un déficit commercial de 6 milliards de dollars.

Le laxisme gouvernemental, fruit de la démocratisation, mais surtout du souci d'éviter des troubles à la

veille des Jeux olympiques, lié à l'absence de toute tradition de dialogue patrons-ouvriers, a conduit les milieux d'affaires, contraints de concéder des hausses de salaires considérables tant que la compétitivité de l'industrie, à se tourner vers la spéculation, notamment foncière, pour obtenir des profits rapides et considérables (on estime que 40 % des terrains appartenant aux cinquante premiers groupes coréens). Ce refuge dans la spéculation sauvage a non seulement contribué à détériorer le climat social, mais aussi le tissu industriel par un retard dans les investissements qui auraient permis de compenser l'augmentation des coûts par des gains de productivité.

Aujourd'hui, en raison de la disparition des avantages procurés par un faible coût du travail, l'épopée de la Corée-atelier est une période délicate. Les industries à fort contenu de main-d'œuvre (textiles, chaussures) se sont déplacées vers les pays d'Asie du Sud-Est où les salaires restent bas, et les autres doivent, pour survivre, opter un saut qualitatif en passant à des productions à haute technologie.

Les Coréens peuvent certainement « rebondir ». Mais ils sont confrontés à des problèmes nouveaux. Le rebond ne dépend pas uniquement, cette fois, de leur volonté. « La grande différence avec le passé c'est qu'aujourd'hui nous pouvons nous sortir seuls des crises. Ce n'est plus le cas », nous dit M. Ko Boh-yong, conseiller économique du président. Les reconversions précédentes (passage à l'industrie lourde, lancement d'une industrie automobile) ont pu être opérées de manière quasi autonome. Or, cette fois, la reconversion, dépend de technologies que la Corée ne maîtrise



pas. Selon l'Institut de recherche japonais Nomura, elle est en retard, se trouve au niveau du Japon de 1966 : Taiwan a quatre ans d'avance sur elle et Singapour serait au niveau japonais de 1978. Les conglomérats se sont lancés depuis quelques années dans la recherche, mais ils ne peuvent relever seuls le défi. Ils ont besoin de la coopération des Américains, des Japonais ou des Européens.

Dernier élément alimentant le sentiment de malaise : une crise de confiance politique. Malgré la succès diplomatique qu'il vient de remporter au Japon, en scellant la réconciliation entre les deux pays, le président Roh apparaît à ses concitoyens comme un

homme sans grande consistance, attentiste, louchant, et surtout qui ne tient pas ses engagements (notamment sur la question de l'abolition de l'anonymat bancaire, qui facilite les manipulations diverses).

La démocratisation a rendu la situation politique plus fluide et complexe. La fusion du parti gouvernemental et des deux partis centristes en janvier a créé plus de confusion que de stabilité.

de Séoul
PHILIPPE PONS
Lire la suite page 14

(1) En tenant compte de l'évolution du taux de change, les exportations ont en fait chuté de 5,2 % en volume.

L'Aquitaine tout terrain

III. - Du blond tabac

Après une présentation générale de l'agriculture en Aquitaine (*Le Monde* du 22 mai) et une incursion dans le massif forestier des Landes (*Le Monde* du 29 mai), le périple en Sud-Ouest se poursuit dans les plantations de tabac du Périgord. Libérés du monopole de la SEITA, les planteurs tentent de conquérir, seuls, de nouveaux marchés et relèvent le défi du tabac blond, plus léger, que plébiscitent les consommateurs.

D'ÉTRANGES barbaques trônent dans le Périgord. Tantôt en bois sombre, tantôt en briques roses, avec ou sans fenêtres, ils ont une allure de forteresses, malgré leur simplicité. Elles abritent, pour le sécher, un trésor de trois siècles, qui se débite feuille après feuille, avant de partir en fumée : le tabac. Dans ce grand Sud-Ouest qui descend de la Dordogne aux Pyrénées, six mille planteurs livrent près de 60 % de la production nationale. Ici, c'est le « noir » qui a, le premier, tracé la voie de la réussite. Le tabac à feuilles larges et riches en nicotine, appelé « Paragony ». Un tabac que l'écoulement des gels du terroir fait rimer avec Bergerac.

En Sarladais, la culture de « l'herbe à Nicot » peut représenter jusqu'à 65 % du bénéfice d'une exploitation. « Sans tabac, je ne pourrais pas vivre », affirme Yves Sardan, qui cultive 2 hectares de noir sur une propriété de 15 hectares, divisée en quatre parcelles. « Nos structures sont morcelées : l'optimum reste la combinaison vaches laitières-tabac ». Depuis quelques années, il a aménagé des gîtes ruraux pour les touristes et les grimpeurs, attirés par les falaises voisines. Des investissements qui ont vu le jour grâce à la main-d'œuvre tabacole. Alléluia, l'argent du noir finance d'autres cultures, des salles de traite ou des porcheaux.

Au Crédit agricole de Dordogne, sur deux cent cinquante cas d'exploitants en grande difficulté,

aucun n'appartient au secteur du tabac, qui, à juste titre, n'est pas la vache à lait de la paysannerie régionale. Pour des raisons agronomiques, le tabac est, de surcroît, une plante « parasite » et écologique. D'une année sur l'autre, elle opère une rotation de rectangle en rectangle, laissant place à l'élevage, au maïs, aux légumes et aux céréales à paille. Et pas question de forcer sur l'année : les nitrates rendent les feuilles impropres à la consommation.

Mais, depuis 1979, les professionnels changent de couleur. Désormais, planter du bon tabac c'est planter du tabac blond. « Nous ne nous sommes pas diversifiés pour le plaisir », reconnaît le président de la FNPT (Fédération nationale des planteurs de tabac), M. André Mariette. Nous avons seulement suivi le goût du fumier et les besoins du marché. On note un glissement des consommateurs vers les goûts anglais et américains. Notre production de variétés claires, Virginie et Burley, est inférieure aux quotas accordés par Bruxelles. Le débouché existe réellement pour cette culture...

Stratégie de reconquête

En l'espace de dix ans, la reconversion a été rapide. Sur 12 000 hectares de tabac plantés dans l'Hexagone, plus de 4 000 ont été et déjà été annexés par le blond. Si le Périgord suit la cadence, responsables et chercheurs mesurent la difficulté de la tâche. Berceau du tabac noir, le Sud-Ouest n'a pas partout les qualités requises pour accueillir les variétés claires, à savoir une terre légère et un peu acide, facile à drainer, capable de se réchauffer vite.

Les tabacs blonds exigent aussi un séchage adapté (un four et non à l'air libre), un tri des feuilles immédiat et plus sophistiqué. Bref, une main-d'œuvre spécialisée, dont les exploitations familiales disposent rarement au moment voulu.

Ainsi les planteurs déploient-ils une stratégie de reconquête tous azimuts, fortement silencieuse

depuis l'interdiction de la publicité sur le tabac.

La coopérative du président de la FNPT a d'abord lancé un appel aux bonnes volontés pour recruter de nouveaux planteurs. Cent demandes sont arrivées. « Nous avons été exigeants, explique-t-il : il a fallu éliminer ceux qui n'avaient pas le profil agronomique et les compétences requises. » Place aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inertie doit disparaître. Deux d'entre nous assisteront à une petite révolution technique », prévient Jacques Beaudoin, le président de l'ARREAT, une structure créée en 1989 pour développer la recherche et l'expérimentation sur le tabac. La mécanisation devrait aux super-planteurs, qui acceptent de cultiver le tabac selon des normes techniques très strictes, garantissant la qualité du produit. Au cours des dernières années, la productivité tabacole a stagné : « Cette inert

CHRONIQUE

EN croire André Lévy-Lang, le nouveau patron de Paribas, nous assistons au « retour de l'économie réelle ». C'est à ce thème qu'il consacre un article paru dans la dernière livraison du bulletin publié chaque mois par le Centre d'information sur l'épargne et le crédit, organisme créé par la Compagnie bancaire, dont il est aussi le président. En ce qui concerne tant l'activité des entreprises, le développement des marchés, notamment à l'Est, que l'inflation, les facteurs favorables l'emportent largement sur les facteurs défavorables. « Toutes les raisons, écrit-il, concourent... pour être optimiste pour les années 90. Cet optimisme raisonné contraste avec les inquiétudes qu'inspire un système financier « fragilisé » par de nombreux risques liés au niveau très élevé de l'endettement (cause essentielle, comme le note justement l'auteur, des hauts taux d'intérêt) et à l'instabilité monétaire.

La conjonction d'un bon climat économique et de l'affaiblissement des marchés financiers a aussi pour résultat, nous dit André Lévy-Lang, d'aider les banques à retrouver auprès des entreprises leur rôle d'« intermédiaire » (les sociétés, pour se procurer des fonds, comptent désormais moins sur l'émission des billets de trésorerie sur le marché, et davantage sur le crédit bancaire), sans perdre pour autant — au contraire — leur clientèle, fortement développée au cours des récentes années, d'emprunteurs individuels. Il me semble que ce dernier point mérite qu'on s'y arrête, surtout à un moment où le gouvernement, par le truchement d'une grande campagne publicitaire (il est adroit de mettre de l'argent à gauche), exprime son intention de promouvoir l'épargne, jugée aujourd'hui insuffisante non seulement dans notre pays mais dans l'ensemble du monde développé (normalement pourvoyeur de fonds disponibles pour le reste du monde). Qu'il soit permis à ce sujet d'avancer quelques remarques. Outre la qualité de son auteur, un article paru dans un bulletin placé sous les doubles auspices de l'épargne et du crédit en fournit d'autant plus l'occasion que la liaison épargne-crédit, souvent difficile à élucider, est au cœur de maintes évolutions en cours propres à jeter une certaine lumière tant sur les faiblesses de l'économie réelle (il en est encore) que sur les « crises » de l'économie financière.

L'effondrement des économies de l'ex-bloc communiste, la comparaison de leurs piètres résultats avec les nôtres, infiniment plus brillants quoique

Dépenses de consommation financées comme à la guerre

non exempts de défauts (dont certains très manifestes) un excellent terrain d'observation. Si les fabrications militaires en sont venues à occuper une place si grande dans le PNB soviétique, cela, bien sûr, est la conséquence des ambitions que nourrissaient ses dirigeants. Mais, de par sa nature, le système marxiste, voué théoriquement au service de l'homme, était condamné ou à disparaître rapidement ou à se mettre au service prioritaire de l'armée. Pour un système planifié, les commandes militaires, c'est l'idéal. Les stocks ne s'accumulent pas à cause de la mévente : ils sont un gage de force et de réussite. Le problème de l'adaptation de la production à la consommation est résolu par l'existence de la seconde. On voit une fois de plus à quel point était mensongère la pensée de Lénine. Il disait que le capitalisme portait en lui le germe de la guerre aussi sûrement que le nuage l'orage. Ce n'est pas le capitalisme, dans la mesure en tout cas où il se contente d'être une économie de marché, qui appelle cette critique, ce serait plutôt le système d'économie étatique et centralisée.

Au vu de l'analyse précédente, on serait tenté d'opposer sans autre forme de procès aux méthodes de l'économie de guerre — priorité aux productions de la défense nationale, rationnement ouvert ou déguisé pour les articles de la consommation civile — appliquées par le pouvoir marxiste les méthodes du marché par destination consacrée à la satisfaction des besoins d'agents économiques — parmi lesquels on compte les consommateurs finaux que sont les familles et les individus — vivant en paix.

L'histoire économique des quarante-cinq dernières années témoigne sans conteste possible pour une telle vision des choses. Les économistes n'ont pas oublié la rapidité avec laquelle l'économie américaine se démobilita, conservant le plein emploi malgré l'arrêt brutal de la construction des tanks, des liberty-ships, des millions de tonnes d'explosifs et de munitions... Quel que soit le rôle d'appoint joué par la suite par les programmes militaires (source

d'énormes profits pour les grandes sociétés américaines... ou françaises, ou anglaises, etc.), l'important est ceci : l'économie de marché s'est révélée comme étant fondamentalement une économie de paix, prospérant à travers l'échange des produits et des services innombrables que les sociétés en paix offrent à la satisfaction des acheteurs. Doit-on en conclure pour autant que nos sociétés de paix se sont interdites d'utiliser les moyens artificiels par lesquels, en état de guerre, une économie s'efforce, coûte que coûte, à tirer d'elle-même le rendement maximum, quitte à sacrifier l'amortissement du matériel et les investissements d'avenir.

Il peut paraître paradoxal de comparer le crédit à la consommation — lequel, en France notamment, aura progressé annuellement de 30% en moyenne de 1986 à 1988 et encore de 10% à 15% depuis le début de 1989 — avec les méthodes généralement utilisées pour financer les dépenses d'une guerre. Pourtant l'analogie est frappante, et les conséquences, du moins sur le plan financier, très comparables. Que fait le plus souvent un gouvernement aux prises avec un conflit armé et l'accroissement des dépenses qu'il entraîne ? Théoriquement, il pourrait recourir à l'impôt, autrement dit au financement comptant. Mais cette solution, qui aurait le mérite d'apurer la situation une fois pour toutes, a peu de chances d'être retenue. C'est un fait qu'elle ne l'a pas ainsi dire jamais été. On lui préfère la formule de l'emprunt, volontaire ou forcé.

Des dizaines et des dizaines d'articles savants ont été écrits depuis une quinzaine d'années au sujet de l'équivalence de ces deux méthodes de financement. On ne s'appesantira pas ici sur cette controverse pourtant passionnante et dont l'origine se trouve dans plusieurs passages de l'œuvre de David Ricardo (économiste anglais mort en 1823). Schématiquement, la thèse d'origine (toujours valable, me semble-t-il) est la suivante : une dépense accrue ne peut être couverte que par des ressources également prélevées sur l'instant. Que

les fonds soient levés par l'impôt ou par l'emprunt, c'est autant de moins pour l'ensemble des autres emplois possibles, parmi lesquels, notons-le, figure l'épargne, entendez l'investissement productif, générateur de revenus futurs.

De cet investissement possible, la collectivité est à tout jamais privée par la dépense (ici, de guerre), et cela indépendamment de son mode de financement, par l'emprunt ou l'impôt. Si c'est l'emprunt, celui-ci sera bien remboursé par la suite, mais rien ne sera plus faux que d'en conclure qu'on fera payer par les générations futures les dépenses d'aujourd'hui. Plus tard, l'Etat lèvera bien des impôts sur le contribuable A pour rembourser le souscripteur B, ou l'héritier de celui-ci : il y aura transfert de richesses de A à B, mais globalement le revenu national disponible ne sera pas amputé d'un iota. Cela dit, Ricardo concluait de la façon la plus nette possible — contrairement à ce que d'éminents économistes américains valent de nos jours lui faire dire — que la meilleure solution était de loin l'impôt au moment de la dépense, payé une fois pour toutes, alors que le service d'une dette publique exige un effort fiscal prolongé (lequel peut provoquer, fait-il déjà remarquer, une fuite à l'étranger des contribuables lourdement taxés). Mais passons, pour revenir à l'analogie avec le crédit à la consommation, dont il s'agit non pas de dire s'il est bien ou mal — qu'il suffise de constater qu'il est très demandé ! — mais d'analyser le sens et les éventuelles conséquences sur l'économie générale.

La première analogie, c'est évidemment le caractère « dépense de consommation », n'ajoutant rien au capital productif des agents économiques (ni à celui de la nation), du débours à financer. Cela est vrai aussi bien dans le cas des dépenses de guerre que dans celui de la plupart des dépenses financées à crédit par les particuliers (une voiture est un bien très commode et désirable, mais c'est abusif d'y voir l'équivalent d'un capital, sauf en cas d'utilisation professionnelle). La question est de savoir s'il convient de favo-

riser, par une réglementation adéquate (telle que l'assouplissement de la prohibition de l'usure, comme on vient de le faire en France), la commodité du crédit qui relève de la seule économie privée.

Une deuxième analogie tient au statut ambigu de la nature de la créance détenue par le prêteur. Le souscripteur des bons de la défense nationale aura l'impression d'être un épargnant. Il le sera en effet pour lui-même et sa famille. Mais d'un point de vue « macro-économique », il n'aura rien ajouté à l'épargne nationale. Il détendra simplement un droit sur les ressources fiscales futures de l'Etat (au moyen desquelles celui-ci paiera les intérêts et remboursera le principal). De même en ce qui concerne l'actif que l'organisme de crédit à la consommation possèdera. En termes purement économiques, la créance sur le débiteur (acheteur d'une machine à laver) n'a aucun répondant du côté du « capital » productif. Il n'empêche que, à la faveur de la titrisation, des fonds communs vont vendre sur un marché financier déjà encombré des parts négociables, représentatives de ce genre de créances. Ces titres augmenteront encore l'offre globale des créances, elles contribueront donc au maintien de taux d'intérêt élevés, au détriment du secteur productif.

FIN 1989, l'ensemble des prêts aux particuliers (prêts personnels ou prêts à l'achat de tel ou tel objet spécifique) s'élevait à environ 350 milliards, somme que l'on peut rapprocher des quelque 500 milliards de dépôts bancaires à vue émanant de la même source. Globalement, les particuliers empruntent aux banques à 14,5% ou 15% (au bas mot) des ressources qu'ils leur confient gratuitement. La parade, tant du point de vue de l'intérêt particulier que de l'intérêt général, c'est non pas les dépôts rémunérés, mais le paiement comptant d'une fraction plus importante des achats faits à tempé-

ment. Si nos économies prospères sont aussi des économies fatiguées, dont maint équipement collectif ou non aurait besoin d'un ravalement, c'est peut-être parce que, d'une manière beaucoup plus subtile que celle des économies marxistes, elles n'ont cessé de s'organiser comme si elles conduisaient on ne sait quelle guerre, et cela parce que les méthodes de la guerre, plus expéditives, offrent toutes les apparences de l'efficacité.

PAUL FABRA

La Corée dans les turbulences

Suite de la page 13

Le nouveau parti a non seulement mis en lumière les rivalités personnelles, qui constituent la toile de fond de cette reconstruction, mais encore il a provoqué un sentiment de frustration dans la classe moyenne : après avoir voté, l'année dernière, pour différents partis, elle se trouve, du fait du prince, pratiquement sans solution de remplacement du pouvoir en place. Sentiment d'impuissance de la majorité, hésitations du gouvernement, oscillant entre laxisme et pulsions autoritaires, mécontentement suscité par la détérioration des conditions de vie et une augmentation de la corruption et de la criminalité, incertitude pour l'avenir, se conjuguent.

L'évident malaise que traverse la Corée ne devrait cependant pas se transformer en crise bouleversant radicalement la donne politique. Les Coréens ne sont pas sans outils pour sortir du tunnel : leur volontarisme, leur pragmatisme et leur capacité

d'adaptation ne sont plus à démontrer. Ils disposent, en outre, d'une accumulation de capital et de savoir-faire. Ils se sont déjà lancés dans les secteurs qui, demain, seront porteurs de la croissance : l'aéronautique, la pétrochimie, la Corée a l'ambition de devenir un pays qui compte sur le plan de la finance internationale (assurances, sociétés d'investissements, leasing), et sa présence commence à se faire sentir. Mais la reconversion prendra cependant du temps.

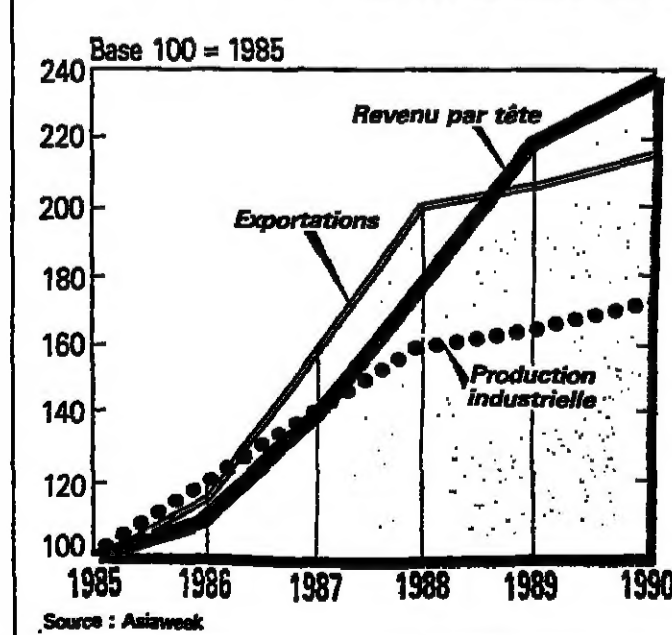
La reprise d'un rythme de croissance de 10,3 % au cours des trois premiers mois de 1990 est due à une poursuite de la consommation privée et à un boom temporaire de la construction. Des signes d'une stabilisation n'en pointent pas moins. La relative modération des augmentations de salaires (de l'ordre de 10 %, sauf dans le secteur bancaire étranger, cible des syndicats, où les demandes restent astronomiques) s'ajoute au redéma-

rage de l'investissement productif et au regain relatif de confiance des milieux d'affaires dans la politique gouvernementale. Un remaniement ministériel en mars a, en effet, évincé ceux que les industriels avaient surnommés « les chevaliers de l'Apocalypse », jugés responsables de la chute des exportations pour une politique sociale visant à réduire l'écart croissant entre les riches et les déshérités.

C'est la reprise plus que la justice sociale que joue la nouvelle équipe. « Sans une réforme économique, le pays risque une révolution », déclarait en quittant ses fonctions, il y a quelques semaines, l'ex-conseiller économique du président, M. Moon Hui-gab. « La crise est plus économique que politique. Une stabilisation de la situation est en cours mais il faudra de un à deux ans pour sortir de la phase de transition », estime son successeur, M. Ko Boh-yong.

de Séoul
PHILIPPE PONS

Une croissance ralentie



De 1986 à 1988, le PNB coréen a augmenté de 12,3 % en moyenne annuelle. En 1989, la croissance est tombée à 6,7 % ; elle ne devrait guère dépasser 7 % cette année. Au cours des trois dernières années, les exportations ont crû à un rythme de 26 %, qui est retombé en 1989 à 5,2 %. Au cours des quatre premiers mois de l'année, d'avril 1989 à avril 1990, les cours au Bourse ont chuté de plus de 30 %, tandis que les prix de détail perdent en flèche, augmentant de plus d'un tiers au cours des deux dernières années. La consommation des ménages a augmenté de 10 % en 1989 et de 11 % au cours des quatre premiers mois de 1990.

L'enjeu africain

par Christian Saint-Etienne

La crise de l'endettement des pays en voie de développement (PVD) a contribué à fragiliser le système monétaire international dans les années 80 par la menace qu'elle a fait peser sur la solvabilité des grandes banques internationales. Ce risque est à présent limité grâce au provisionnement des créances sur PVD qui atteint 60 % pour les banques françaises, 70 % pour les banques anglaises, davantage en Allemagne ; si les banques américaines sont moins prudentes, la banque J.P. Morgan a toutefois provisionné la totalité de ses risques sur les PVD en septembre 1989.

La crise de la dette a surtout été analysée jusqu'ici sous l'angle de l'effondrement possible du système bancaire international. Un apurement du passé, dans le cadre du plan Brady ou par conversion de dettes en participations locales dans les pays débiteurs, reste nécessaire.

Mais il est plus que temps, aujourd'hui, de réfléchir au financement du développement économique futur des PVD, tout particulièrement en Afrique. Ce continent si proche de l'Europe, dont la population explose, est au bord du désastre économique et moral.

L'Afrique subsaharienne souffre depuis une décennie de la diminution du revenu par habitant, de l'aggravation de la malnutrition et de la dégradation de l'environnement. Ces maux sont liés aux déficiences politiques, au sous-investissement éducatif et matériel, et à l'explosion démographique : la population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici vingt ans pour atteindre 1 milliard de personnes.

Afin de lutter contre la double tendance dévastatrice de l'explosion démographique et de la dégradation accélérée de l'environnement, le taux d'investissement de l'Afrique subsaharienne, qui est passé de 20 % à 15 % du PIB au cours des années 70, devrait remonter, selon les travaux des organisations internationales, à environ 25 % du PIB au cours des années 90.

Cet effort permettrait de freiner la croissance démographique par des programmes efficaces de planning familial, de développer l'éducation de la population et les infrastructures, et de relancer les productions agricole et industrielle.

L'effort en faveur de l'agriculture est essentiel : elle assure aujourd'hui 35 % du PIB, 66 % des emplois et 40 % des exportations de l'Afrique. Une augmentation de la production agricole permettrait de nourrir la population tout en bénéficiant d'exportations croissantes.

Une réforme monétaire

La relance souhaitable de l'investissement ne peut venir de la seule épargne interne. Les prêts internationaux accordés à l'avenir devront être pour des investissements productifs vérifiables répondant à des besoins solvables. Concevoir la structure juridique et économique permettant de vérifier la qualité des investissements productifs et leur usage sera l'enjeu des futures négociations entre l'Afrique et ses bailleurs de fonds.

Les besoins non immédiatement solvables devront être couverts par l'aide publique au développement (APD) et les prêts concessionnels des organisations multilatérales. L'APD devra augmenter nettement dans les prochaines années si l'on veut vraiment réamorcer la pompe du développement.

Il faut également envisager une réforme monétaire ambitieuse si l'on veut créer les conditions d'une croissance harmonieuse à long terme et attirer les investissements privés étrangers. Une initiative spécifique de l'Europe dans ce domaine serait bienvenue.

On peut ainsi envisager la création d'un Fonds monétaire africain (FMEA), conçu sur le modèle coopératif du Fonds monétaire international (FMI) et doté initialement de 30 milliards d'euros. Les pays européens pourraient payer jusqu'à la moitié de leurs

contributions par apports de créances publiques à par d'un an sur les Etats africains membres du FMEA, après déduction d'un tiers et renoncement aux intérêts. Ces créances se transformeraient en dette perpétuelle sans intérêt des Etats africains envers le FMEA.

La zone franc pourrait évoluer vers une zone éco, l'ensemble des pays membres du FMEA adoptant progressivement des parités stables mais ajustables par rapport à l'éco.

On créerait ainsi une zone de stabilité euro-africaine qui servirait de socle au développement des échanges commerciaux et financiers entre ces deux continents.

Sur ce socle monétaire, et avec une APD accrue, l'Afrique pourra se réformer politiquement, économiquement et socialement avec l'aide de l'Europe. Des propositions concrètes devraient être faites rapidement. Il s'agit avant tout de favoriser un sursaut de rigueur morale et une organisation politique désaliénée, avec des responsabilités clairement définies en contrepartie de réelles libertés d'entreprendre.

On ne peut laisser l'Afrique sombrer. Contenir dans quelques années le désespoir d'un milliard d'Africains coûtera davantage que de les aider aujourd'hui à retrouver l'espoir sur la terre d'Afrique.

Christian Saint-Etienne est chargé de cours à l'université Paris-Dauphine.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

مكتبة

Fiscalité du patrimoine et inégalités sociales

Le pré-rapport Hollande propose d'augmenter la taxation des plus-values mobilières

M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, a remis à la fin de la semaine dernière au ministre de l'économie et des finances un avant-projet de rapport sur la fiscalité du patrimoine, qu'il prépare depuis l'automne dernier avec d'autres parlementaires, y compris d'opposition. Le rapport sera rendu public à la mi-juin. Les récentes déclarations du président de la République à Auzanne, affirmant qu'aujourd'hui on peut s'enrichir en dormant et critiquant les plus-values « seulement spéculatives », donnent à ce rapport une particulière actualité.

L'avant-projet de rapport Hollande est tout entier bâti sur deux idées. La première est que la fiscalité du patrimoine ne peut pas être un moyen décisif de réduction des inégalités sociales, inégalités qui seront beaucoup mieux corrigées par une amélioration de l'enseignement, de la formation, du cadre de vie, mais aussi par la révalorisation des bas salaires et l'accès à la propriété de logements grâce à une épargne encouragée par l'Etat. La seconde idée est que, la fiscalité pouvant servir à corriger les inégalités, ce serait une erreur de renoncer à emprunter cette voie sous prétexte qu'elle s'oppose aux solutions très partielles aux problèmes.

Fondé sur cette philosophie réaliste, le rapport tente de concilier deux impératifs : ceux de la justice sociale et de l'efficacité économique. La mission Hollande semble en effet convaincue qu'un sentiment d'inégalité se développe dans le pays et que celui-ci pourrait, à rien d'autre, nuire à la cohésion sociale de la nation et, par là, remettre en cause notre réussite économique. Mais la mission semble également consciente du fait que, la France étant engagée dans l'aventure européenne, rien ne doit être fait qui puisse décourager la mobilité du capital ou inciter l'épargne à se réfugier dans des pays étrangers plus accueillants.

Pour toutes ces raisons, l'avant-projet de rapport ne propose pas d'abolir globalement les impôts sur le patrimoine, se contentant de suggérer une répartition différente, notamment en introduisant - non pas instantanément, mais au fil des années - plus de progressivité dans les divers prélèvements.

L'essentiel des réflexions du groupe a porté sur l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune), les droits de succession, les mutations à titre onéreux (ventes d'immeubles, mutations de biens professionnels, cessions de droits sociaux), enfin les plus-values réalisées par les particuliers et les entreprises.

Le rapport annuel de la Cour des comptes n'est plus adapté estime M. André Chadenagor, premier président de la Cour des comptes, a déclaré vendredi premier juin devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale que le rapport annuel de la Cour des comptes « n'est plus adapté aux nécessités de notre temps » et a suggéré que certaines observations de la Cour puissent être rendues publiques à l'important moment, comme cela est le cas aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Il a cité le cas de la construction des locaux universitaires et des difficultés que le ministère de l'Éducation nationale avait pour utiliser les moyens budgétaires mis à sa disposition.

La Cour pourrait publier trois ou quatre grandes études par an sur des sujets d'actualité, a ajouté M. Chadenagor, qui a suggéré que son champ d'investigation soit étendu à la Caisse des dépôts, à la Banque de France et aux opérations du Trésor.

maintenant bien accepté malgré ses défauts. A plus long terme, c'est-à-dire lors de la prochaine législature, l'actuel système pourrait être transformé.

Cette transformation pourrait prendre - au choix - deux formes. La première est celle qu'avait proposée, il y a une dizaine d'années, MM. Blot-Mérand et Ventjol, auteurs d'un rapport déposé en 1978 par M. Raymond Barre, et demeuré célèbre, sur l'imposition de la fortune. Les propositions contenues dans ce rapport donnaient nettement la préférence à une imposition unique faite lors de l'héritage, de préférence à une imposition annuelle. Les propositions Blot-Mérand-Ventjol consistaient une innovation majeure : faire varier les droits de succession en fonction de la fortune de l'héritier.

Sans écarter une telle solution, la mission Hollande s'est montrée réservée, soulignant notamment les risques accrus de fraude (dissimulation), de fuite de patrimoine vers l'étranger, d'inégalités possibles entre héritiers dans la même famille, de découragement à transmettre de façon anticipée un héritage sous forme de donation.

Une seconde solution, bâtie sur le maintien d'un impôt annuel établi sur une assiette très large et calculé sur des taux réduits, semble avoir eu les préférences. Les biens professionnels seraient alors imposables, selon un dispositif spécifique, à un taux unique de 0,2 %, et bénéficieraient d'un abattement qui pourrait être de l'ordre de 20 millions de francs, ce qui exclurait les petites et moyennes entreprises.

Ces réformes ne seraient pas proposées avant plusieurs années, dans l'immédiat, une double correction pourrait être apportée. La première concerne le plafonnement de l'ISF. On sait que, pour éviter de faire payer un impôt sur la fortune aux personnes ayant un capital relativement important (châteaux ou grandes propriétés, par exemple) mais ne disposant que de revenus très modestes, une disposition de 1988 a prévu que l'ISF ne peut excéder 70 % du revenu d'un même contribuable. Ce mécanisme ayant abouti dans certains cas à réduire voire à supprimer l'impôt de contribuables aisés (jusqu'à 26,6 millions de francs de patrimoine), l'idée a été lancée de limiter l'effet de ce plafonnement. Ainsi, la réduction de l'ISF ne pourrait jamais dépasser 100 000 francs. En contrepartie, seraient alors en compte, avec l'ISF et l'IRP, les taxes foncières dans le calcul des 70 %.

Les droits de succession. Ils ne seraient pas globalement abolis, mais répartis différemment. Allégués dans la première partie du rapport, ils seraient alloués par la suite sans que le taux actuellement le plus élevé (40 % en ligne directe) soit modifié.

Une troisième mesure consisterait à relever l'abattement à la base en ligne directe de 275 000 francs à 325 000 francs (et de 300 000 à 350 000 francs pour les personnes handicapées). Cet abattement, qui n'a pas été modifié depuis 1984, serait, par la suite, relevé chaque année en fonction de la hausse des prix. De même, la progressivité du barème serait-elle sensiblement accrue : aux sept taux actuels en ligne directe (5, 10 %, 15 %, 20 %, 30, 35 et 40 % au-delà de 11,2 millions de francs) seraient substitués seize taux, dont les trois plus élevés seraient de 35 % entre 5 et 7,5 millions, 37,5 % entre 7,5 et 10 millions et 40 % au-delà de 10 millions. L'actuel barème « entre époux » serait exactement calculé sur le barème « en ligne directe », dont il se différencie actuellement un peu.

Ces différents aménagements allègeraient l'imposition des petites et moyennes successions (90 % des cas) et allourdiraient un peu celle des plus grosses, le basculement se faisant au-delà d'un million de francs par héritier. Ainsi, une part successorale (avant abattement) de 1 million de francs qui subit

actuellement un impôt de 133 750 F serait un peu allégée (131 875 F), alors qu'une part de 2 millions de francs verrait son prélèvement passer de 333 750 F à 421 875 F. Dans le haut du barème une part de 50 millions de francs qui supporte actuellement 18,7 millions de francs d'impôts en supporterait 19,1 millions.

L'imposition entre collatéraux et non-parents, que le rapport juge presque confiscatoire, serait elle aussi aménagée, faisant place à des taux progressifs. La transmission aux petits-enfants serait encouragée, bénéficiant - dans la limite de la quotité disponible - des règles sœurs. La mission Hollande s'est penchée sur le problème de la transmission par héritage des biens professionnels, problème particulièrement aigu en France puisque la moitié des chefs d'entreprise ont plus de cinquante ans et qu'un cours des dix prochaines années 500 000 firmes, soit un quart du total, changeront de propriétaires.

Les cas des entreprises

Les dispositions déjà existantes facilitent la transmission des biens professionnels : donations-partages, réserves d'usufruit autorisant la donation en une propriété, fractionnement sur cinq ou dix ans des droits de succession, différés de paiement... Ces dispositions une fois cumulées peuvent réduire les droits jusqu'à 50 %. Mais la mission a estimé que ces avantages étaient insuffisants et a suggéré plusieurs mesures. La première serait d'encourager les donations portant transmission d'entreprises individuelles ou de droits sociaux. Ce régime serait ouvert quel que soit le lien de parenté avec le donateur et même si aucun lien n'existe. Il serait fonction de l'âge du donataire, de son statut, de certaines conditions, la réduction d'impôt pourrait, selon le rapport, atteindre 40 %. Une autre formule consisterait à favoriser un système d'épargne constitué en franchise d'impôt et qui servirait ultérieurement à régler les droits de succession pour l'entreprise.

La fiscalité des mutations à titre onéreux. La fiscalité des mutations à titre onéreux est un autre sujet abordé par la mission Hollande, qui en souligne le poids excessif par rapport à l'étranger, qu'il s'agisse de ventes d'immeubles, de mutations commerciales ou de cessions de valeurs mobilières. Problème d'ailleurs compliqué par le fait que ces droits sont prélevés par l'Etat et les collectivités locales (départements, communes, régions). Il est donc proposé d'alléger ces impôts, non seulement pour réduire la fraude (on minimise souvent les prix réels), mais aussi pour accélérer et faciliter la mobilité du capital et des personnes. Dans ce but, les cessions d'immeubles à usage d'habitation bénéficieraient d'un abattement de 100 000 F, à la charge de l'Etat, sur le prix d'achat de la résidence principale, abatement qui serait réservé aux acquisitions inférieures à 700 000 F. D'autre part, les réductions de taxes opérées depuis deux ans sur les mutations de fonds de commerce devraient être conservées jusqu'à un abaissement de 50 % de façon à ramener le taux intermédiaire entre 3 % et 4 % et le taux maximum à 7 % contre 14,20 % actuellement. Pour les immeubles professionnels, le taux global actuel de 18,20 %, dont l'essentiel est prélevé par le département, devrait être ramené à environ 10 % d'ici trois ans.

Enfin, le taux s'appliquant aux cessions de droits sociaux reviendrait de 4,80 % à 2 %, mais concernerait toutes les cessions, y compris celles d'actions ne donnant pas lieu à un vote.

L'imposition des plus-values mobilières et immobilières réalisées par les particuliers et les entreprises.

Le rapport suggère enfin d'aider à la constitution d'une épargne, notamment par la participation et les plans d'accompagnement d'entreprise.

La mission Hollande s'est enfin interrogée sur le contrôle des déclarations de succession et sur les pratiques consistant à « vider » les comptes avant le décès. Il est suggéré d'introduire la notion de présumption grave, précise et concordante pour faire échec à cette fraude. De même est-il proposé d'assimiler les dons d'au moins 100 000 F à de véritables donations immédiatement imposables.

Le rapport suggère enfin d'aider à la constitution d'une épargne, notamment par la participation et les plans d'accompagnement d'entreprise.

La loi sur le droit au logement publiée au Journal officiel. - La loi instituant « un plan d'action pour le logement des plus défavorisés » dans chaque département et un fonds de solidarité pour des aides financières aux démunis, adoptée début mai et validée le 29 mai par le Conseil constitutionnel, a été publiée au Journal officiel du samedi 2 juin.

Fin du sommet de Kuala-Lumpur sur la dette

Les pays du tiers-monde demandent un meilleur accès aux marchés occidentaux

« Il n'est pas dans notre intention de ne pas payer notre dette », a déclaré dimanche 3 juin le premier ministre malaisien Mahatir Mohamad, à l'issue de la réunion de trois jours du groupe des quinze qui venait de se tenir dans la capitale de la Malaisie.

Le groupe des quinze, dont c'était le premier sommet depuis sa création en septembre 1989 à Belgrade, réunit quinze pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe, d'Asie et des Caraïbes, représentant la moitié de la dette du tiers-monde. Dans le commun-

qué qu'il a publié, le groupe souligne la nécessité d'obtenir de nouveaux crédits et celle d'un abandon des mesures pénalisantes quand les pays débiteurs ont des arriérés (les Etats-Unis avaient émis l'idée que la Banque mondiale et le FMI pénalisent les mauvais payeurs).

Soulignant également le lien qui existe entre dette et commerce, le communiqué insiste pour que les pays occidentaux améliorent l'accès à leurs marchés.

Le groupe des quinze demande enfin aux pays occidentaux de stabiliser leur taux de change et de faire baisser leurs taux d'intérêt.

Un contrat de 275 millions de francs pour Bouygues en Ouzbékistan

Le groupe Bouygues, numéro 1 du BTP a obtenu un contrat de 275 millions de francs pour la construction d'un hôtel de luxe à Khiva, en Ouzbékistan, sur l'ancienne route de la soie. La réalisation coûtera au total 380 millions de francs. Une société mixte franco-soviétique a été constituée pour le projet, et ses statuts ont été approuvés jeudi 31 mai à Moscou : le capital est détenu en majorité par des groupes soviétiques, notamment la compagnie aérienne Aeroflot et la République d'Ouzbékistan, le reste par Bouygues, Pullmann (groupe Wagons-Lits), qui gèrent l'hôtel, et des banques françaises.

La construction sera financée à 28 % en fonds propres, à 72 % par des prêts de banques (la BNP avec

la BCEN, la BUE et la Banco central) garantis du risque politique par la COFACE et la BFCF. Bouygues et Pullmann sont déjà associés pour un hôtel jouxtant la clinique ophtalmologique du professeur Fyodorov, à Moscou, qui doit ouvrir à la fin 1990; Pullmann va aussi gérer un ensemble hôtelier à Varsovie, construit par CBC pour 341 millions de francs d'ici à la fin de 1992.

Le décès de Robert Noyce, l'un des pères de la micro-électronique, - Robert Noyce, qui révolutionna l'électronique en co-inventant le semi-conducteur, à la fin des années 50, et tenta d'y ajouter une organisation de la reconquête américaine face aux Japonais à la tête de l'entreprise Sematech, est décédé à soixante-deux ans, dimanche 3 juin, à Austin (Texas), d'une crise cardiaque. M. Noyce et M. Jack Kilby avaient découvert et mis au point séparément le circuit intégré à la fin des années 50. Cette découverte a permis d'accroître considérablement la capacité de mémoire et de traitement des ordinateurs en concentrant un grand nombre de composants sur une simple puce.

Invité du Forum RMC-Libération

M. Blondel souhaite élever les salaires « d'un maximum de catégories » au-dessus du SMIC

Invité, dimanche 3 juin, du Forum RMC-Libération, M. Marc Blondel a souhaité que des négociations sur les bas salaires s'ouvrent dans chaque secteur d'activités afin d'élever au-dessus du SMIC le maximum de catégories. Le secrétaire général de Force ouvrière a ajouté que « si le patron n'accepte pas de négocier, alors nous ferons jouer au SMIC le rôle qui a toujours été le sien, celui de la voiture-balai qui emmène le reste ». Toutefois, M. Blondel, qui préconise une augmentation « substantielle » du SMIC, estime que celle-ci « ne doit pas se répercuter sur l'ensemble des grilles de salaires ». « Si nous faisons cela, n'est-ce pas se répercuter sur tous les coups ».

Evocant la réunion, vendredi prochain, de la Commission nationale de la négociation collective décidée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, le secrétaire général de FO a estimé que ce dernier « veut à cette occasion, donner l'impression, selon lui, justifiée qu'il regarde le dossier avec intérêt ».

FINANCES

TOKYO, 1^{er} juin

Légère hausse

La Bourse de Tokyo a terminé lundi 4 juin en robe légère hausse : l'indice Nikkei a gagné 24,28 yen (+0,1 %) à 32 925,37 yen à la clôture, après être monté jusqu'à 33 063,67 yen en cours de séance. Après le recul de 273,94 yen de vendredi, le Nikkei-Chu reprend ainsi prudemment le mouvement de hausse modérée de la semaine précédente. Le volume d'échanges, cependant, est resté inférieur à la moyenne de la semaine dernière, avec 300 millions de titres, les opérations atténuant la publication du chiffre du chômage aux Etats-Unis. Le dollar a aussi terminé en légère hausse, gagnant 0,25 yen à 162,42 contre 162,17 vendredi à la clôture, soit +0,16 %.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} juin	Cours du 4 juin
Nikkei	1 040	1 050
Bédouine	1 500	1 510
Daiwa	1 750	1 760
Fujitsu	1 800	1 810
Honda Motor	1 800	1 770
Sanwa Electric	2 150	2 160
Shimadzu	1 550	1 560
Sony Corp.	8 500	8 580
Toyota Motor	2 800	2 820

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Niveau d'études actuel _____ Age _____
Je désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^{es} Cycles de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aeronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Art Textile et Impression	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordonneurs
<input type="checkbox"/> Chimie	<input type="checkbox"/> Management Hôtelier
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Prépa Ecoles de Journalisme
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Prépa Sciences Po
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Comptabilité	<input type="checkbox"/> Probation Destur
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/> Resser le Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Secrétaire/Bureautique
<input type="checkbox"/> Equipement Computable	<input type="checkbox"/> Système de Mode
	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil
	<input type="checkbox"/> Transports

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 CODE ORIENTATIO**

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Revue
45-55-91-82, page 40

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Lundi 4 juin
M. Daniel Hechter,
PDG de la société
Daniel Hechter.

Mardi 5 juin
M. Dominique Thierry,
directeur général
au développement de l'emploi.
Le cahier « Emploi-Formation » du
Monde du 5 juin, dans le cadre
des nouvelles séries pour les ingé-
nieurs.

La fête de Lutte ouvrière

« Les socialistes ont aggravé méthodiquement les inégalités contre lesquelles ils font mine de s'élever »

déclare M^{me} Arlette Laguiller

M^{me} Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, continue à défendre « le monde des travailleurs ». Pour la vingtième édition de la fête du mouvement trotskiste, qui s'est tenue du samedi 2 au lundi 4 juin, comme chaque année, à Presles (Val-d'Oise), M^{me} Laguiller a choisi, dans son allocution, de dénoncer à la fois le gouvernement socialiste et le racisme.

Le gouvernement socialiste est accusé d'avoir « instauré, il y a huit années, le blocage des salaires, permis l'envolée de la Bourse, c'est-à-dire l'enrichissement de tous ceux qui gagnent de l'argent en dormant. Ces inégalités contre lesquelles ils font mine de s'élever aujourd'hui, ils les ont voulues sciemment, ils les ont aggravées méthodiquement ». Pourtant, a ajouté la dirigeante de Lutte ouvrière, « aujourd'hui, à ce qu'il paraît, l'économie marche bien ». Pas pour tout le monde, selon elle, puisque, « lorsque l'économie capitaliste va mieux, cela signifie que les inégalités sont plus grandes, cela signifie que les injustices sont plus choquantes ».

Évoquant les troubles de certains pays d'Afrique et les intérêts français protégés par l'armée française, « qui renforce par sa seule présence des dictatures infâmes »,

M^{me} Laguiller a tenu à exprimer la solidarité de son mouvement « avec ceux qui se sont révoltés ou ceux qui ont la culotte de présenter comme des pilliers dans un pays soumis au pillage permanent des capitaux français ». « Oui, a-t-elle ajouté, il faudrait que nous ayons la force d'imposer à ces forces socialistes qui nous gouvernent qu'il n'y ait plus aucune troupe française en Côte d'Ivoire, au Gabon et dans aucun pays d'Afrique ».

« Parmi les démagogues il n'y a pas que Le Pen »

Passant au chapitre du racisme, M^{me} Laguiller a estimé que « l'aggravation des inégalités et la montée de la pauvreté donnent un terrain favorable à tous les démagogues qui spéculent sur les préjugés racistes et, parmi ces démagogues, il n'y a pas que M. Le Pen ». « Il n'y a qu'à voir, dit-elle, comment la droite dite libérale s'aligne sur les idées de Le Pen, il n'y a qu'à voir comment le Parti socialiste s'aligne sur la droite dite libérale. Pour Lutte ouvrière, le racisme sert à masquer la lutte des classes ».

Raffermant la conviction communiste de son mouvement, M^{me} Laguiller a regretté « l'absence politique de la classe ouvrière, qui permet aujourd'hui un glissement encore plus à droite ». Pas un mot

pourtant dans son discours sur l'ouverture des pays de l'Est, mais, interrogée à ce sujet, elle s'en est réjouie en précisant : « Cette ouverture est l'effondrement du stalinisme, non du communisme ».

La hausse des prix est passée sous silence : « Il aurait alors fallu parler de l'économie de marché. Or, le capitalisme maintient les trois quarts de l'humanité dans le sous-développement ». Rien non plus sur le premier anniversaire de la répression en Chine, qu'elle a toutefois condamnée face à la presse. Côté fête, on avait enregistré, samedi, l'entrée de sept mille personnes. Dimanche, on en comptait à peu près autant, et c'est sous une pluie fine et persistante que Michel Leduc a pris le relais sur le podium après l'allocution de M^{me} Laguiller.

Comme chaque année, près de trois cents stands se sont partagés durant les trois jours le parc du château de Bellevue. Les partis étrangers d'extrême gauche, les délégations régionales, les sympathisants de grandes entreprises, alternant avec les restaurants, le cinéma, le chapiteau scientifique et la librairie, qui, pour la première fois, s'était retransmise dans une des pièces du château que Lutte ouvrière loue avec le parc depuis plusieurs années déjà.

JACQUELINE MEILLON

L'adoption du projet de loi sur le travail précaire

L'acte de naissance d'un nouveau mode de gestion des effectifs

La discussion par l'Assemblée nationale du projet de loi sur la précarité (le Monde daté 3-4 juin) a entraîné discrètement une modification essentielle des règles régissant le contrat de travail. L'adoption du texte signifie la fin du mythe du plein emploi, de la référence symbolique au travail stable, sous couvert d'une simple limitation du développement de la précarité.

A l'origine conçue pour freiner l'essor du travail précaire - intérim ou contrats à durée déterminée - la loi votée en première lecture dans la nuit du 1^{er} au 2 juin restera comme l'acte de naissance officiel d'un nouveau mode de gestion des effectifs. Un contrepoint pour un texte destiné à apporter une limitation à des pratiques réprouvées par les députés socialistes, qui avaient déposé une proposition de loi; par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, qui avait imaginé un encadrement plus strict; puis par des partenaires sociaux qui avaient signé un accord soi-disant restrictif. Désormais moralistes et socialement mieux protégés, les emplois « atypiques » ont acquis droit de cité, les abus les plus criants ayant été corrigés au moment où, précisément, ils devenaient moins nombreux, la reprise

économique aidant (le Monde du 2 juin). Alors que les uns et les autres prôchent la flexibilité interne, qui, à coup de formation notamment ainsi que le réclame le président de la République, permettrait le maintien dans l'emploi d'un personnel mieux qualifié grâce aux stages, voilà que syndicats, employeurs et hommes politiques s'entendent pour rendre supportable la flexibilité externe bonnie, celle-là même qui élimine les moins formés de l'entreprise ou les réduit au sort de suppléants vulnérables.

Flux tendus

Sur le fond, le changement qui vient d'intervenir est considérable. Il est admis que les entreprises pourront avoir recours à l'intérim ou au contrat à durée déterminée pour des périodes longues - pour quoi pas jusqu'à trente-six mois, sous certaines conditions - non plus pour des causes exceptionnelles, mais dans le cadre général de l'adaptation permanente de leurs effectifs aux moindres fluctuations. Avec un personnel en nombre juste suffisant aux besoins de la production, il devient possible de disposer de façon régulière d'un volant de main d'œuvre variable dans une optique de répartition

des rôles selon ce qu'on appelle maintenant la gestion à flux tendus. C'est-à-dire que collaborent, dans un même lieu de travail, des cercles concentriques d'emplois, les uns étant assurés de la pérennité de leur poste, et donc en situation stable - les mieux formés, - les autres servant d'appoint ou de tampon, licenciés à tout moment, et le payant par un statut différent. Le tout au nom de la souplesse - devenue une composante permanente de la politique sociale à deux vitesses - des emplois et des effectifs pour permettre aux entreprises de répondre instantanément aux incertitudes, aux contraintes et aux exigences du marché.

Ce système est déjà très répandu. Il s'en trouvera conforté. Actuellement, si les diverses formes précaires d'emploi sont revenues de 6,2 % des effectifs salariés à 6 % en 1989, contre 3,8 % en 1983, la pratique est rodée. On compte un million de travailleurs à titre précaire, dont 850 000 salariés, quand, le ministre compris, personne ne sait vraiment très bien comment endiguer ces autres plaies que constituent la fausse sous-qualification ou le prêt de main d'œuvre illégitime, des nouvelles manifestations du développement du travail au noir ou clandestin. Après le secteur tertiaire et le commerce, les industries et, principalement, l'automobile se sont organisées pour profiter de ces méthodes qui améliorent leur compétitivité. De telle usine automobile du nord de la France, les équipes de certains ateliers sont composées à 40 % ou 90 % d'intérimaires, de contrats à durée déterminée ou de SIVP, alors qu'on y proclame l'exigence de la qualité. Selon une enquête réalisée par le GIM (Groupeement des industries métallurgiques de la région parisienne), en mars 1990, 70 % des entreprises de plus de 500 salariés utilisent du personnel temporaire et prévoyant de faire de même au second trimestre.

Tout en rappelant que le contrat à durée indéterminée reste la règle, le texte qui vient d'être adopté autorise en fait cette nouvelle définition du travail qui correspond à un usage moderne. Inévitablement, l'emploi stable et permanent n'est plus l'esprit, sinon la lettre; la notion de plein emploi s'effondre, que le chômage avait déjà mis à mal. Débarassées de leurs aspects les plus contestables, les formes précaires d'emploi vont être inconsciemment ou hypocritement institutionnalisées parce que les partenaires sociaux comme le législateur ont souhaité un compromis plutôt qu'un débat public sur ce qui aurait dû être un choix de société.

ALAIN LEBEAUBE

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Gouvernement : L'Etat attend une réforme, par Bruno Rond. France : Les grandes consciences, par Alain Ravennet. 2

ÉTRANGER

La fin du sommet de Washington

La conférence de presse des deux présidents : M. Gorbatchev à Moscou et à San Francisco ; La mort de Juifs soviétiques et les réactions dans le monde ; Les principaux textes signés. 4-5

POLITIQUE

M. Mitterrand à la Roche de Solutré

Le président alterne satisfécits et mises en garde au premier ministre. 6

SOCIÉTÉ

Les cent ans de l'Ecole biblique de Jérusalem

Fondée par le Père Lagrange, un dominicain français, cette institution a joué un grand rôle dans la diffusion de l'Ancien et du Nouveau Testament. 7

Roland-Garros

Steffi Graf : la forme monte. 9

CULTURE

La mort de Rex Harrison. 10

ÉCONOMIE

La réforme de la fiscalité du patrimoine. 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Corée du Sud dans les turbulences • L'Aquitaine tout terrain (II) • La chronique de Paul Fabre. 13 et 14

Services

Abonnements. 2
Carnet. 8
Loto. 12
Météorologie. 12
Mots croisés. 8
Radio-Télévision. 12
Spectacles. 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4-5 juin 1990 a été tiré à 499 816 exemplaires.

Avec l'appui des « reconstruc-teurs » et du PCI

Les rénovateurs communistes appellent à « la construction d'une nouvelle force à gauche »

Transfuges, dissidents et contestataires du PCF s'organisent pour tenter de mener à bien leur projet de reconstitution de la gauche « sur le socle de ceux qui viennent de la famille communiste ». En accord avec les « reconstruc-teurs » qui continuent d'agir de l'intérieur du PCF et avec la branche française du Parti communiste italien (PCI), le Mouvement des rénovateurs communistes a lancé, mercredi 30 mai, un appel pour la construction d'une nouvelle force politique à gauche, à « ambition révolutionnaire », en annonçant l'organisation d'une réunion publique sous la présidence de M. Marcel Rigout, ancien ministre, le mercredi 6 juin à 20 h 30, à la Maison de la mutualité, à Paris.

Le texte de cet appel indique notamment :

« Le PCF perd chaque jour davantage de sa crédibilité, se vide de sa substance militante. Déposés par les événements historiques, ébranlés sur le débris du pouvoir qu'ils exercent, l'extrême et le communisme, les responsables du PCF sont en train de s'exclure eux-mêmes du champ politique. Les prestations télévisées de Georges

Marchais deviennent pitoyables (...). Nous ne pensons pas que le PCF soit aujourd'hui réformable (...).

« La situation, bien que différente, n'est pas substantiellement meilleure du côté du PS. Sa crise est désormais devenue de notoriété publique. Sur le fond, elle exprime un essoufflement durable du projet social-démocrate. Le PS n'a plus de perspectives ni même de réformes un tant soit peu « fortes » qui lui permettent de se distinguer des actions engagées par les dirigeants économiques du capitalisme. Le PS (...) devient politiquement vide et (...) se place à la remorque de l'idéologie de droite (...). La création d'une nouvelle force politique à gauche devient une urgence (...).

De son côté, le Forum progressiste, qu'anime M. Claude Lelièvre et qui revendique trois cents élus et mille militants, entretient, au contraire, le dialogue avec le PS. Il se propose de créer un « comité de liaison des clubs et réseaux progressistes » et d'organiser un colloque, en novembre prochain, à l'Assemblée nationale, dans la perspective des états généraux de la gauche.

« Il faut refonder le communisme » déclare M. Félix Damette

LIMOGES

de notre correspondant

« Le Front national se nourrit du vide intellectuel laissé par le PS et le PCF », M. Félix Damette a ainsi résumé l'analyse des « reconstruc-teurs » communistes lors de leur fête organisée les 2 et 3 juin, pour la deuxième année consécutive, à Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), dans le fief de M. Marcel Rigout. Y étaient aussi notamment présents MM. Gaston Viens, maire d'Orly, ex-secrétaire du PCF, Martial Bourquin, secrétaire de la Fédération dissidente du Doubs, Roger Ranoux, l'un des figures marquantes de la Résistance en Périgord, et plusieurs maires et conseillers généraux communistes du Limousin.

Une fête placée sous le signe du rassemblement et de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, à laquelle étaient invités et représentés la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, SOS-Racisme et le mouvement tiers-mondiste « Ça souffrait comme ci » du chanteur Renaud.

« Le PS et le PCF, a poursuivi M. Damette, sont complices dans un bien mauvais jeu où chacun a pris son parti de l'autre, dans une impuissance commune à définir des

perspectives et une politique de gauche, le premier en direction des options de la droite, le second emporté dans ses contradictions opportunistes en réclamant par exemple des réductions budgétaires sur la maintenance de la force nucléaire française tout en continuant à juger celle-ci nécessaire ».

Avant lui, M. Rigout avait dénoncé la responsabilité « du groupe qui a confié la direction du parti », et qui a ainsi contribué, selon lui, en jetant le discrédit sur les thèmes de la gauche, à laisser le champ libre à l'extrême droite. Et M. Gaston Viens, rescapé de Bouckenwald, avait affirmé devant le mémorial aux 642 victimes de la tuerie d'Oradour-sur-Glane le 6 juin 1944 : « A l'heure où la guerre froide s'achève, le moment est venu d'en finir avec la deuxième guerre mondiale », ce qui implique « la réunification, puisque le peuple allemand le souhaite », mais aussi « la garantie des frontières actuelles ». « En tout état de cause, a ajouté le maire d'Orly, il ne faut pas aborder ce problème de manière bloquée ».

Conclusion de M. Damette : en un moment où « la politique est malade », il faut « refonder le communisme lui-même ».

GEORGES CHATAIN



Les lexiques Dalloz.
Justement

lexique
de termes
juridiques

89 édition

DALLOZ

Dalloz - Les indispensables

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIÈRES

1
On
des murs blancs
si avengants
le vin,
le port,
au repos
attend son heure
et nous, celle de l'apéro...

LISBONNE 990 F

VOL ALLER-RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU 42 73 10 64

مكتبة